

Cote du document:	EB 2008/93/R.14
Point de l'ordre du jour:	7 b)
Date:	26 mars 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3

Annexes

I.	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Renforcement des capacités régionales et gestion des savoirs pour améliorer l'égalité hommes-femmes	5
II.	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Association des travailleuses indépendantes (SEWA): Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique	12
III.	Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et Réseau FIDAfrique: Programme de promotion du partage des savoirs et de l'innovation pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne	18
IV.	Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos: une initiative conjointe FIDA-CRDI (application à plus grande échelle des innovations rurales)	25
V.	Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II	32
VI.	Traidcraft Exchange: Projet de développement des services marchands locaux	39

Sigles et acronymes

AMSDP	Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASCARE	Association sud-asiatique de coopération régionale
CAM	Centre d'accès au marché
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
ESW	Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural de la FAO
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDAfrique	Réseau régional en Afrique de l'Ouest et du Centre
FIDAmerica	Système en ligne d'échange d'information pour les projets du FIDA en Amérique latine
FRAO	Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GMI	Initiative mondiale pour la commercialisation
INBAR	Réseau international sur le bambou et le rotin
KGT	Kenya Gatsby Trust
PTBA	Programme de travail et budget annuel
RFKMP	Initiative mondiale pour la commercialisation – Partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale
RSR	Réseau de savoirs intéressant le monde rural
SEAGA	Programme d'analyse socioéconomique et d'étude de la parité hommes-femmes
SEWA	Association des travailleuses indépendantes
S&E	Suivi et évaluation
TIC	Technologies de l'information et des communications

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telles qu'elles figurent page 3, paragraphe 13.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant six propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 8 170 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres et organisations internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA); la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO); le Centre de recherches pour le développement international (CRDI); le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) et Traidcraft Exchange (Projet de développement des services marchands locaux).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Renforcement des capacités régionales et de gestion des savoirs pour améliorer l'égalité hommes-femmes;
 - ii) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Association des travailleuses indépendantes (SEWA): Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique;
 - iii) Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et Réseau FIDAfrique: Programme de promotion du partage des savoirs et de l'innovation pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne;
 - iv) Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos: une initiative conjointe FIDA-CRDI (application à plus grande échelle des innovations rurales);
 - v) Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II;
 - vi) Traidcraft Exchange: Projet de développement des services marchands locaux.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA, ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:

- a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain; et/ou
 - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoir traditionnels locaux/autochtones adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires impliqués dans des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage parmi les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.
 6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques cités plus haut.
 7. Le programme de la FAO relatif au renforcement des capacités régionales et à la gestion des savoirs pour améliorer l'égalité hommes-femmes a pour objectif stratégique de promouvoir la parité et l'autonomisation des femmes pour des raisons tant d'équité que d'efficacité en matière de développement. Les objectifs en matière de renforcement des capacités seront notamment atteints au moyen d'un éventail d'activités comprenant des ateliers, des voyages d'études et des activités de formation dans l'emploi qui contribueront directement à la réalisation des objectifs stratégiques e) et g).
 8. Le programme FAO/SEWA de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique répond aux objectifs stratégiques susmentionnés, en particulier à l'objectif stratégique primordial b), car il a pour but général de renforcer les capacités des organisations paysannes d'Asie et du Pacifique ainsi que leurs réseaux régionaux et internationaux. Il a pour objectifs spécifiques de développer les capacités institutionnelles de ces organisations, de les associer davantage aux processus décisionnels nationaux, régionaux et mondiaux et d'accroître leur participation aux programmes de pays du FIDA dans la région, conformément aux objectifs stratégiques e) et g).
 9. Le programme de la FRAO visant à promouvoir le partage des savoirs et de l'innovation pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne répond à la volonté de créer et de renforcer des réseaux de production et de

diffusion de savoirs utiles aux pauvres. Il répond également à tous les objectifs stratégiques par le biais de divers réseaux thématiques ayant notamment pour objet de mettre au point et de diffuser des technologies améliorées et d'instaurer un cadre politique et institutionnel incitatif. En particulier, ce programme est conforme aux objectifs stratégiques e) et g).

10. Le programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos : une initiative conjointe FIDA-CRDI (application à plus grande échelle des innovations rurales) du CRDI contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique primordial du FIDA consistant à donner aux ruraux des deux sexes les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Il répondra aux objectifs stratégiques a), b) et c) du FIDA dans la mesure où il contribuera, en essayant et en diffusant des technologies agricoles améliorées et en fournissant des services d'appui efficaces, à faire en sorte que les paysans pauvres des deux sexes bénéficient d'un accès meilleur et plus durable aux ressources naturelles.
11. Le programme de l'INBAR relatif au développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II répond aux objectifs stratégiques a), b), f) et g) dans la mesure où il appuie des activités de recherche-développement communautaires utiles aux pauvres sur l'utilisation et la valorisation du bambou pour accroître les revenus. Ce programme assurera des revenus plus élevés aux ruraux pauvres, en particulier aux femmes, grâce à la création d'emplois et d'entreprises rurales non agricoles, et permettra de tester des approches novatrices.
12. Le projet de Traidcraft Exchange relatif au développement des services marchands locaux répond étroitement à l'objectif stratégique primordial de la politique du FIDA en matière de dons en renforçant les capacités utiles aux pauvres des petites entreprises rurales de services marchands. Il répond également de façon concrète aux objectifs b), f) et g). Pour renforcer ces capacités, le projet privilégie les systèmes d'apprentissage et de gestion des connaissances.

Deuxième partie – Recommandation

13. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de la FAO relatif au renforcement des capacités régionales et à la gestion des savoirs pour améliorer l'égalité hommes-femmes, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique, accordera un don ne dépassant pas un million quatre-vingt-trois mille dollars des États-Unis (1 083 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et un don ne dépassant pas trois cent trente-sept mille dollars des États-Unis (337 000 USD) à l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le réseau FIDAfricain: Programme de promotion du partage des savoirs et de l'innovation pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne,

accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos: une initiative conjointe FIDA-CRDI (application à plus grande échelle des innovations rurales), accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet de Traidcraft Exchange relatif au développement des services marchands locaux, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'appui d'un projet de deux ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Renforcement des capacités régionales et gestion des savoirs pour améliorer l'égalité hommes-femmes

I. Contexte

1. Depuis deux décennies et récemment dans son Cadre stratégique 2007–2010, le FIDA a toujours reconnu l'importance de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans la lutte contre la pauvreté rurale, pour des raisons tant d'équité que d'efficacité de son action de développement. Au niveau interne, un plan d'action pour "l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du FIDA" a été adopté en 2003. Entre 1999 et 2006, les divisions régionales du FIDA ont mis en œuvre des programmes de formation, d'assistance technique, de recherche, de promotion de la concertation et de mobilisation en faveur de la parité, tous financés sous forme de dons. Ces programmes régionaux sont maintenant clos. À l'initiative du groupe thématique du FIDA sur la parité hommes-femmes, des autoévaluations de tous les programmes régionaux de promotion de la parité ont été entreprises en 2006 et 2007. Un atelier international a été organisé à Rome en mai 2007 afin de présenter les conclusions, de recenser les données d'expérience et les enseignements recueillis, de déterminer les domaines où le FIDA pourrait faire plus et de façon différente, et d'examiner les mesures à prendre face à l'évolution du contexte de l'aide au développement (<http://www.ifad.org/gender/workshop/docs/index.htm#regional>).
2. Le présent don a été élaboré par la FAO et le FIDA pour donner suite aux conclusions des évaluations régionales et aux recommandations de l'atelier sur la parité tenu en 2007. Il s'inscrit dans un programme mondial de promotion de la parité hommes-femmes que le FIDA est actuellement en train d'élaborer et comprendra les éléments suivants: i) poursuite des efforts visant à intégrer le souci de parité dans les processus, procédures et instruments d'encadrement du FIDA; ii) renforcement des capacités et gestion des savoirs (finalité du présent don); et iii) activités de mobilisation et de concertation en faveur de la parité et de l'autonomisation des femmes, pour lesquelles le FIDA essaiera d'obtenir un don supplémentaire.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Comme ceux qui ont servi à financer les programmes régionaux antérieurs portant sur la problématique hommes-femmes, le présent don devrait largement contribuer, en jouant un rôle catalyseur, à mobiliser des fonds du FIDA sous forme de prêts pour des actions en faveur de la parité et de l'autonomisation des femmes et permettre, en fin de compte, de toucher de façon plus efficace les femmes rurales pauvres. Les projets appuyés par le FIDA et la FAO sur le terrain doivent constamment avoir accès aux services d'experts nationaux et régionaux, tels que ceux qui seront fournis grâce au présent don, pour les aider à intégrer de façon plus efficace les questions de parité hommes-femmes dans leurs activités.
4. Le présent don met l'accent sur deux grandes questions qui, d'après les évaluations régionales du FIDA et l'atelier sur la parité, doivent recevoir une attention accrue aux niveaux régional et national et nécessitent également des fonds supplémentaires: **le renforcement des capacités**, qui devrait être lancé en réponse à une demande, être ciblé et s'appuyer solidement sur l'expérience de terrain; **une gestion améliorée des savoirs**, afin de soutenir les actions de

renforcement des capacités et de sensibilisation, la concertation ainsi que la conception et la mise en œuvre des futurs projets et programmes du FIDA et de la FAO.

5. Le FIDA a choisi la FAO comme partenaire étant donné que les deux organisations concentrent leurs efforts sur l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux, que le groupe thématique du FIDA sur la parité hommes-femmes et la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural de la FAO (ESW) collaborent depuis longtemps et que la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA a déjà travaillé avec succès dans le passé avec le programme d'analyse socioéconomique et d'étude de la parité hommes-femmes (SEAGA) de la FAO. Le don permettra au FIDA de tirer parti du savoir-faire technique de la FAO ainsi que de sa forte implantation sur le terrain dans le monde entier et, en particulier, de son expérience en matière de formation concernant la problématique hommes-femmes acquise par sa Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural dans le cadre du programme SEAGA. Depuis 1997, ce programme a organisé 200 ateliers de formation et réunions de sensibilisation aux niveaux régional et national dans plus de 80 pays et formé plus de 4 000 spécialistes du développement qui collaborent avec plus d'une centaine d'organisations partenaires. Le projet Dimitra de la FAO, un important réseau d'information et de communication sur les questions de parité couvrant l'Afrique et le Proche-Orient, servira de plateforme de mise en réseau et de diffusion des savoirs et permettra d'établir des liens entre le siège du FIDA et ses partenaires sur le terrain d'une part, et les nombreux et très divers partenariats Dimitra établis au fil des années, de l'autre (www.fao.org/sd/seaga/ et www.fao.org/dimitra/).
6. Ce partenariat sera profitable aux deux organisations car il leur permettra: de mettre en commun leurs ressources; d'instaurer un dialogue entre leurs interlocuteurs régionaux respectifs pour les questions de parité hommes-femmes; d'harmoniser leurs interventions; de renforcer la collaboration existante avec les programmes régionaux du FIDA en faisant appel aux formateurs et au matériel du programme SEAGA; et d'élargir et de continuer à développer les activités de renforcement des capacités de la FAO dans divers domaines et à différents niveaux (programme SEAGA et statistiques sur la parité hommes-femmes, par exemple), en collaboration avec le FIDA.

III. Le programme proposé

7. L'objectif d'ensemble du programme est de contribuer à réduire la pauvreté rurale en améliorant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il vise à accroître l'efficacité des opérations menées par le FIDA et ses partenaires sur le terrain pour réduire la pauvreté rurale en renforçant la capacité de prendre systématiquement en compte la problématique hommes-femmes et ce, par les moyens suivants: i) en renforçant les capacités du personnel et des partenaires d'exécution des projets et programmes appuyés par le FIDA en matière d'intégration du souci de parité et d'autonomisation des femmes; et ii) en améliorant l'apprentissage participatif et la gestion des savoirs.
8. Le programme aura une durée de deux ans et comprendra deux volets principaux:
 - a) renforcement des capacités; et
 - b) apprentissage participatif et gestion des savoirs.

Les plans de travail régionaux seront établis à partir des éléments suivants:

i) **Renforcement des capacités**

- Ateliers autonomes de formation générale ou thématique en matière de parité organisés en fonction des besoins et des priorités régionales, ou ateliers de formation de formateurs organisés dans le but de constituer un réseau de spécialistes de ces questions pour les besoins des activités nationales et régionales tant du FIDA que de la FAO.
- Voyages d'étude et visites d'échange pour constituer des réseaux de spécialistes des questions de parité et d'interlocuteurs des projets pour les questions de parité et pour encourager l'apprentissage horizontal au niveau des régions et des pays et entre eux.
- Réunions de formation/sensibilisation sur les questions de parité destinées à être ajoutées ou incorporées à des activités nationales/régionales bénéficiant de l'appui du FIDA, par exemple les ateliers de démarrage, les examens de portefeuilles régionaux, les séances de formation à la gestion, les manifestations régionales/nationales concernant l'apprentissage, les initiatives multidonateurs, les forums sur les politiques générales, etc.
- Appui/formation en cours d'emploi dispensés à la fois dans le cadre de visites sur le terrain ciblées effectuées par des spécialistes et de forums électroniques organisés à l'intention des participants aux activités de formation pour les aider à appliquer dans leur contexte de travail particulier les connaissances et les compétences qu'ils ont acquises.

ii) **Apprentissage participatif et gestion des savoirs**

- Activités participatives d'apprentissage et de recherche afin de constituer des réseaux de spécialistes de la problématique hommes-femmes et de responsables des projets en la matière, et de promouvoir l'apprentissage horizontal ainsi que pour réaliser des études de cas destinées à être utilisées pour des activités de mobilisation et de concertation sur les politiques.
- Organisation d'un concours régional annuel afin de recenser et de faire connaître les réussites et les innovations en matière d'intégration des questions de parité hommes-femmes et de promouvoir une culture de l'innovation.
- Activités de diffusion pour que les intervenants, les décideurs et les milieux du développement dans leur ensemble aient plus largement accès aux possibilités d'apprentissage et aux bonnes pratiques.
- Élaboration de notes de présentation communes FIDA/FAO sur les principaux thèmes concernant les femmes rurales.

9. Les différences régionales en ce qui concerne les besoins, les priorités stratégiques, l'état d'avancement et l'expérience pratique dans le domaine de la parité hommes-femmes se traduiront par un choix d'activités différent d'une région à l'autre. Les activités d'intérêt mondial consisteront notamment à organiser une réunion finale d'apprentissage et de partage des connaissances, à constituer le jury des concours régionaux et à élaborer des notes d'orientation générale.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. Les bénéficiaires finals de ces activités seront les ruraux pauvres, hommes et femmes, qui profiteront de l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire résultant de la représentation accrue des femmes rurales parmi les bénéficiaires des projets et programmes et de leur plus grande participation à la prise des décisions concernant ces projets et programmes. L'impact en termes de promotion de l'égalité et d'autonomisation des femmes rurales sera obtenu en renforçant les capacités des bénéficiaires directs/participants au programme, comme on le verra ci-après, et en rendant l'environnement plus propice à cette amélioration moyennant la formation, la gestion des savoirs et la concertation sur le fond. En améliorant la conception, l'exécution, le suivi et la supervision des projets et des programmes, tout en instaurant un environnement politique plus soucieux de parité entre les sexes, on améliorera également les possibilités de promotion socioéconomique des femmes rurales.

Les bénéficiaires directs seront:

- les responsables et le personnel des projets et programmes financés par le FIDA (en particulier les directeurs de projet, les coordonnateurs pour les questions de parité hommes-femmes et les autres membres essentiels du personnel tels que les responsables du suivi et de l'évaluation); les partenaires d'exécution et les prestataires de services (ONG, organismes publics et secteur privé); les responsables de terrain du FIDA et les équipes de gestion des programmes de pays; les comités de pilotage des projets et les institutions coopérantes;
- les institutions partenaires travaillant au niveau national et sur le terrain (y compris les bureaux de la FAO et les opérations de terrain appuyées par cette organisation);
- le siège du FIDA, le personnel de la FAO et l'ensemble des milieux du développement, qui profiteront des données issues du processus d'apprentissage du FIDA fondé sur des méthodes de développement et de formation efficaces appliquées sur le terrain, information qui sera accessible sur les sites web du FIDA et de la FAO. Les membres du personnel du siège du FIDA et de la FAO seront aussi encouragés à participer à des initiatives de renforcement des capacités, notamment à des ateliers thématiques, en tirant parti des ressources de leur organisation.

11. Les résultats escomptés sont les suivants:

- Opérations plus soucieuses d'égalité hommes-femmes dans les pays grâce à une sensibilisation accrue et à une amélioration des compétences et des connaissances en matière de prise en compte de la problématique hommes-femmes au sein des équipes de gestion des programmes de pays et parmi le personnel de gestion des projets, les partenaires d'exécution, les prestataires de services, les fonctionnaires du FIDA sur le terrain, les comités de pilotage des projets et le personnel des institutions coopérantes. Il en résultera une volonté accrue de parvenir à la parité et une plus grande compétence dans ce domaine, qui se traduiront par une augmentation du nombre d'unités de gestion de projets qui désigneront des coordonnateurs pour les questions de parité, établiront des plans d'action intégrés pour la parité (couvrant toutes les activités du projet) et des programmes de travail et budgets annuels (PTBA), et qui utiliseront un large éventail d'indicateurs ventilés par sexe dans leurs systèmes de S&E. Le réseau de formateurs et d'experts du programme SEAGA et les partenaires du

projet Dimitra seront une source d'appui à long terme pour le renforcement des capacités des programmes de pays du FIDA utilisable au-delà de la date de clôture du don.

- Un contexte institutionnel, un cadre d'apprentissage et d'élaboration des politiques plus soucieux d'égalité hommes-femmes obtenu: en menant un travail de sensibilisation et d'information auprès des homologues gouvernementaux, des administrateurs publics, des décideurs, des ONG, des experts nationaux des questions de parité et des organisations de la société civile en ce qui concerne l'intégration du souci de parité, en partageant les enseignements tirés des activités sur le terrain avec les milieux politiques et universitaires et du développement, afin de montrer comment ce souci peut être mieux pris en compte dans les politiques et les stratégies. La mesure de ce résultat sera donnée par le nombre de réseaux régionaux et sous-régionaux opérationnels, le nombre de publications et la participation des équipes de gestion du programme de pays aux travaux des instances de concertation.

V. Modalités d'exécution

12. Un comité de pilotage du don constitué de représentants de la Division ESW de la FAO venant du siège et des régions ainsi que de représentants du FIDA (groupe thématique sur la parité hommes-femmes, en particulier les cinq points de contact régionaux pour la parité et la Division technique) sera mis en place sous la coordination de la Division ESW. Ce comité sera chargé: i) de fixer des critères applicables aux allocations budgétaires régionales; ii) de conseiller sur le contenu technique; iii) d'approuver les plans de travail et budgets régionaux et le plan de travail du coordonnateur du programme; iv) de fournir un retour d'information concernant la mise en œuvre; v) d'améliorer les indicateurs de S&E afin de pouvoir évaluer de près les résultats et l'impact escompté des activités; et vi) de contrôler les dispositions administratives. Le comité sera présidé par le Directeur de la Division ESW de la FAO. Le responsable de la Division chargé de la formation en matière de parité hommes-femmes et de développement aura la responsabilité de la gestion courante des activités du comité.
13. Un coordonnateur du programme, à temps partiel en poste à Rome, sera recruté par la FAO, avec l'accord du FIDA, sur la base d'un contrat-cadre.
14. Les divisions régionales du FIDA détermineront chaque année leurs priorités, en consultation avec le coordonnateur du programme, à partir de la liste d'activités proposée à la section IV. Le comité de pilotage approuvera les plans de travail et les budgets régionaux définitifs une fois que ceux-ci auront été intégrés dans le plan de travail et budget annuel.
15. Le coordonnateur du programme établira chaque année des rapports de situation qui seront examinés par le comité de pilotage du don ainsi qu'un rapport final sur la réalisation des objectifs du programme.
16. Des audits annuels indépendants seront réalisés conformément aux normes internationales d'audit et présentés au FIDA. Il incombera à la FAO de veiller à ce que ces audits soient réalisés et communiqués au FIDA dans les trois mois suivants la fin de chaque exercice budgétaire.
17. Les indicateurs de suivi-évaluation et les méthodes de vérification sont indiqués dans le cadre logique axé sur les résultats qui figure ci-joint.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

18. Le coût total du programme est estimé à 1 800 000 USD pour la période de deux ans. Le FIDA versera un don de 1 500 000 USD. La FAO versera une contribution de 200 000 USD correspondant au temps de travail et aux frais de voyage de ses fonctionnaires au siège et dans les régions et aux frais de production, d'adaptation et de fourniture du matériel de formation. En outre, un montant de 100 000 USD correspondant à des fonds supplémentaires sera fourni par le FIDA aux termes des accords en vigueur et des nouveaux accords en cours d'élaboration. Hors frais de coordination, on estime que les dépenses relatives aux dons de chaque région (correspondant aux cinq divisions régionales du FIDA) s'élèveront à 230 000 USD et les dépenses consacrées à des activités menées à l'échelle mondiale à 120 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

Poste	Catégorie de dépenses	Don du FIDA	Cofinancement ^a
1	Dépenses de personnel (traitements)	-	120
2	Services professionnels/services de consultants	340	-
3	Frais de voyage	290	60
4	Matériel	-	-
5	Publications et activités de diffusion	45	10
6	Coordination/appui	50	50
7	Formation/renforcement des capacités	600	60
	Total, hors frais généraux	1 325	300
	Frais généraux de la FAO (13%)	175	-
	Total	1 500	300

^a Le cas échéant.

Results-based logical framework

Hierarchy of objectives	Objectively verifiable indicators ^a	Means of verification	Assumptions
Objective To improve effectiveness of IFAD operations in reducing rural poverty through increased capacity for gender mainstreaming	Increased representation of rural women among project participants and beneficiaries (by component) Increased representation of women in main project-related decision-making bodies (as members, leaders)	PSR, supervision and completion reports of participating projects Assessment by training participants Assessment by participants in training Baseline to be established through postal questionnaire and action-research activity	Continued attention by IFAD to monitoring project performance on gender after grant completion
Outputs Gender-sensitive IFAD country operations	Number of participating projects without a gender focal point before the grant that have appointed one after two years % of participating project management units implementing integrated gender plans of action (covering all project activities) Level of cofinancing of participation in training by participating projects Evidence of increased spending on gender and women's empowerment in participating projects Increased number of projects with sex-disaggregated information for participants in different project components Number of trainees undertaking at least one new gender-related initiative in their work environment after participating in training Proportion of participants in training/sensitization activities who continue to communicate with the programme coordinator or regional focal points after training Evidence of gender mainstreaming activities by implementing partners	PCU AWPB and annual reports Supervision reports Assessment by participants in training Baseline to be established through postal questionnaire and action-research activity Regional baseline benchmarking of level of project co-financing of staff participation in training	IFAD senior management committed to gender mainstreaming in rural poverty reduction Support from IFAD HQ for adopting gender-sensitive approach at field level. Trained staff remain with project management units Mainstreaming activities implemented successfully Other regional project under IFAD global gender programme funded for advocacy, innovation and experimentation
Gender-sensitive institutional, learning and policy environment strengthened	Two-year communication strategy for identifying and collecting good practices experiences developed Number of horizontal exchanges and regional seminars for sharing experiences Level of regional gender focal points' participation in grant-related meetings Proportion of participants in activities who continue to communicate with the programme coordinator or regional focal points	Regional gender network activity reports Progress reports	

^a To be further detailed for each regional workplan. All data related to participants to be disaggregated by gender.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Association des travailleuses indépendantes (SEWA): Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique

I. Contexte

1. Le Forum paysan permanent du FIDA est un processus de consultation et de dialogue partant de la base entre les organisations de petits agriculteurs et de producteurs ruraux, les gouvernements et le FIDA dont l'objectif est de faire en sorte que les programmes de développement rural et de lutte contre la pauvreté profitent davantage à leurs membres. Lancé en 2005, il organise des consultations mondiales tous les deux ans, en marge des sessions annuelles du Conseil des gouverneurs du FIDA. La première consultation mondiale a eu lieu les 13 et 14 février 2006 et la plus récente les 11 et 12 février 2008.
2. Pour préparer la consultation mondiale de 2006, le FIDA a organisé deux consultations nationales avec des organisations paysannes au Sri Lanka et aux Philippines auxquelles ont participé respectivement 22 et 28 organisations, ainsi qu'une consultation régionale, à laquelle ont participé 18 organisations de 10 pays. Les principales conclusions et recommandations de ces consultations, ont notamment souligné la nécessité de renforcer les organisations paysannes pour qu'elles puissent influencer sur les politiques et les institutions qui ont une incidence sur leurs membres dans des domaines tels que les questions commerciales et l'amélioration de l'accès à la terre et à l'eau. Elles ont conduit à l'élaboration d'une résolution de vaste portée qui a été présentée et adoptée à la session de février 2006 du Conseil des gouverneurs du FIDA.
3. Dix représentants d'organisations paysannes de la région Asie et Pacifique se sont ensuite mis d'accord avec le FIDA en février 2006 pour lancer un programme commun de coopération à moyen terme dans la région. Ce programme a été élaboré par une mission de conception qui s'est rendue en Indonésie, au Sri Lanka et au Viet Nam en août et septembre 2006. Le rapport de la mission a été validé et finalisé lors d'une grande réunion de consultation des parties prenantes tenue à Bangkok (Thaïlande) les 16 et 17 mai 2007, à laquelle ont participé 32 représentants de 19 organisations paysannes, de 10 gouvernements de la région, de 3 réseaux internationaux d'organisations paysannes (Asian Farmer's Association for Sustainable Rural Development, Fédération internationale des producteurs agricoles et La Via Campesina), 2 organisations intergouvernementales régionales (Association des nations de l'Asie du Sud-Est-ANASE et Association sud-asiatique de coopération régionale-ASACR), la FAO et le FIDA.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Plus des deux tiers de la population pauvre du monde vit en Asie, où la pauvreté touche de façon disproportionnée les régions les moins favorisées et les groupes socialement désavantagés. Les coalitions de pauvres et autres partenariats constituent pour ces personnes le meilleur espoir d'insertion dans un processus de partage plus équitable des richesses et des possibilités de développement. Les organisations paysannes de la région ont pour dessein commun d'améliorer la situation économique et sociopolitique de leurs membres. Elles ont également des préoccupations communes et des stratégies similaires pour réaliser ce dessein, notamment promouvoir la

réforme agraire, accroître la productivité agricole, protéger les terres agricoles et autonomiser les agriculteurs. À cette fin, il leur faut améliorer leurs compétences dans un certain nombre de domaines (gestion organisationnelle, action militante, lobbying, organisation communautaire, création de fédérations, élaboration de projets, accès aux ressources, développement participatif, etc.).

5. Ces activités correspondent à l'un des objectifs stratégiques clés du FIDA, à savoir renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations pour qu'ils puissent influencer sur le cadre institutionnel (y compris les politiques, les lois et les règlements) concernant la pauvreté rurale. La collaboration entre le FIDA et les organisations paysannes en vue de la réalisation de ces objectifs a eu tendance à se transformer en une relation d'appui et de partenariat plus institutionnalisée et plus structurée avec des organisations dont l'envergure dépasse l'échelon local. Le programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique qui est proposé va pleinement dans le sens de cette évolution.

III. Le programme proposé

6. Le programme a pour objet d'améliorer les moyens d'existence des producteurs ruraux pauvres et de permettre aux organisations paysannes de la région Asie et Pacifique et à leurs réseaux d'infléchir les politiques ayant une incidence sur leurs membres. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: a) développer les compétences des organisations paysannes en matière de travail en réseau et de gestion des savoirs; b) faciliter et améliorer le dialogue entre les organisations paysannes et les décideurs aux niveaux national, régional et international; et c) encourager la participation des organisations paysannes aux programmes de pays du FIDA. À l'issue de consultations avec les parties prenantes, il a été convenu de lancer le programme à titre pilote dans dix pays: trois pays d'Asie du Sud (Inde, Népal et Sri Lanka), six pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao et Viet Nam) et la Chine. Ces pays ont été choisis en fonction de critères tels que le dynamisme des organisations paysannes, la volonté des gouvernements de dialoguer avec elles, les grands besoins de ces organisations, les expériences différentes des petits et des grands pays, etc.
7. Ce programme, d'une durée de trois ans, comprendra quatre composantes principales:
 - i) **Renforcement des réseaux d'organisations paysannes.** Les activités prévues sont notamment les suivantes: a) recensement des organisations paysannes actives dans les zones d'implantation actuelles ou futures des opérations du FIDA dans les dix pays choisis; b) organisation de plateformes nationales d'organisations paysannes; c) organisation d'un forum paysan national permanent permettant aux organisations paysannes de dialoguer avec leurs partenaires; et d) organisation de forums paysans régionaux et sous-régionaux afin de renforcer les réseaux d'organisations paysannes au-delà des frontières nationales. Pour appuyer ces activités, un fonds pour le renforcement des capacités sera mis à la disposition des organisations paysannes si elles le demandent.

- ii) **Renforcement de la participation des organisations paysannes à la définition des grandes orientations.**
Trois séries d'activités seront entreprises: a) réalisation d'études thématiques jugées prioritaires lors des consultations du Forum paysan; b) organisation d'ateliers pour analyser les résultats de ces études et aider à formuler des propositions de principes directeurs et de programmes; et c) aider les organisations paysannes à dialoguer avec les organismes nationaux et les instances intergouvernementales régionales afin d'influer sur les grandes orientations.
- iii) **Promouvoir la participation des organisations paysannes aux programmes de pays du FIDA.** Il s'agira tout d'abord de procéder à une évaluation institutionnelle détaillée des organisations paysannes recensées dans le cadre de la composante i), de choisir celles qui sont susceptibles de contribuer de façon appréciable aux programmes de pays du FIDA, puis d'aider au cas par cas les organisations retenues à participer à la conception, au suivi et à l'évaluation et à la mise en œuvre des programmes de pays.
- iv) **Coordination et gestion du programme.** Une unité régionale de coordination du programme composée d'un coordonnateur régional de programme et d'un responsable régional des finances sera mise en place au sein du bureau régional de la FAO à Bangkok (Thaïlande). Cette unité, qui se chargera de la mise en œuvre et de la coordination pour le compte des deux bénéficiaires du don, collaborera directement avec la SEWA dans le cadre du sous-programme pour l'Asie du Sud et avec la FAO dans le cadre du sous-programme pour l'Asie du Sud-Est, jusqu'à ce que les organisations paysannes concernées désignent par consensus l'un de ces deux organismes comme bénéficiaire du don pour le reste de la période. Les services de gestion seront assurés par l'unité régionale de coordination en fonction des besoins.

IV. Résultats et avantages escomptés

- 8. Lorsqu'il aura été mené à bien, le programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique se traduira par le renforcement de la capacité de ces organisations à infléchir les politiques qui ont une incidence sur les moyens de subsistance des producteurs ruraux pauvres de la région. Ses principaux résultats seront notamment les suivants: a) renforcement des capacités des organisations paysannes de la région Asie et Pacifique en matière de collaboration et de dialogue avec les décideurs, à tous les niveaux, pour faire face aux problèmes que rencontrent les ruraux pauvres; b) renforcement des plateformes des organisations paysannes à tous les niveaux; et c) renforcement de la participation de ces organisations aux activités du FIDA dans les pays.

V. Modalités d'exécution

- 9. Lors de la consultation des parties prenantes sur la conception du programme de coopération à moyen terme, à Bangkok (Thaïlande) les 16 et 17 mai 2007, il a été convenu de scinder le programme en deux sous programmes indépendants mais solidaires, l'un pour l'Asie du Sud et l'autre pour l'Asie du Sud-Est et la Chine. Les représentants des

organisations paysannes de l'Asie du Sud¹ ayant participé à cette réunion ont décidé que la SEWA assumerait en leur nom la responsabilité de bénéficiaire du don. À ce titre, la SEWA acheminera et gèrera les ressources financières du programme.

10. Les représentants des organisations paysannes de l'Asie du Sud-Est et de la Chine ont décidé de désigner la FAO comme bénéficiaire du don pour leur sous-programme pour une période d'essai d'un an, afin de donner le temps d'instaurer des liens de confiance mutuelle entre les organisations paysannes de la sous-région. Au cours de cette période d'essai d'un an, le rôle de la FAO se limitera à acheminer les fonds des cofinanceurs, les organisations paysannes se chargeant de déterminer le contenu du sous-programme.
11. En outre, un conseil de surveillance du programme sous-régional, dont la présidence sera assurée par rotation, sera mis en place pour chaque sous-région afin d'assurer la direction, l'orientation et la coordination d'ensemble des activités des parties prenantes. Ce conseil comprendra un représentant des organisations paysannes de chaque pays participant de la sous-région, qui sera choisi par les organisations paysannes du pays concerné. Des représentants des organisations intergouvernementales, des gouvernements participants, d'autres donateurs et d'organisations coopérantes pourront être invités aux réunions du conseil. L'assistant technique contractuel du programme et le FIDA pourront participer à ces réunions selon que de besoin.
12. Les organisations paysannes, des ONG et d'autres intervenants se verront confier les tâches suivantes sur la base de contrats à titre onéreux passés en appliquant les procédures d'appel d'offres pertinentes: a) réalisation de travaux de recherche et d'études; b) établissement de cartes et de profils; c) concertation avec les décideurs sur des questions particulières; d) renforcement des capacités des organisations paysannes; et e) création de plateformes.
13. Le S&E du programme sera assuré grâce à des rapports semestriels et annuels ainsi qu'à des évaluations à mi-parcours (après un an et un an et demi) et finales. Les rapports périodiques que l'unité de coordination du programme présentera par l'intermédiaire des deux bénéficiaires du don permettront de suivre les indicateurs convenus pour les principales questions qui ont une incidence sur l'exécution et les résultats du programme. En outre, les bénéficiaires du don, avec l'aide de l'unité de coordination, fourniront des informations concernant l'évolution de l'impact quantifiable des organisations paysannes sur les politiques dans la région.
14. Des indicateurs et une méthodologie détaillés de S&E seront mis au point et arrêtés avec les partenaires afin d'assurer l'appropriation commune des résultats attendus et des processus. L'examen à mi-parcours qui sera réalisé par le FIDA en coopération avec les bénéficiaires du don et l'unité de coordination permettra de tirer des enseignements de l'exécution du programme pour la conduite des activités futures.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

15. Le coût du programme est estimé à 1 953 000 USD, dont 60% serviront à renforcer les réseaux d'organisations paysannes, 12% à faciliter la participation de ces organisations aux processus d'élaboration des politiques et de concertation, 9% à financer leur participation aux programmes de

¹ À savoir, l'Association des paysans de tout le Népal, le Mouvement pour la réforme agraire et agricole au Sri Lanka et l'Association des travailleuses indépendantes en Inde.

pays du FIDA, 14% à couvrir les dépenses de gestion et de coordination du programme et 5% à financer les dépenses d'appui à l'exécution, y compris les examens à mi-parcours et final.

16. Ces coûts seront financés à hauteur de 73% par un don du FIDA d'un montant de 1 420 000 USD. L'ANASE et l'ASACR apporteront une contribution en nature représentant au total environ 60 000 USD (3%), principalement pour des ateliers, des séminaires, des publications, des recherches et des études. Il sera fait appel à un donateur supplémentaire (à confirmer) qui cofinancera le programme sous forme d'un don de 379 000 USD (19%), et les 94 000 USD restants (5%) seront fournis en nature par les organisations paysannes participantes.
17. Pendant la première année d'exécution du programme sous-régional pour l'Asie du Sud-Est et la Chine, la contribution du FIDA sera mise à la disposition des organisations paysannes par l'intermédiaire du bureau régional de la FAO à Bangkok. Dans le cas du programme sous-régional pour l'Asie du Sud, les fonds du FIDA seront acheminés par l'intermédiaire de la SEWA. Le FIDA connaît bien ces deux organisations, qui ont déjà géré de façon efficace par le passé des ressources qu'il leur avait été confiées. Chacune d'entre elles signera un accord distinct avec le FIDA à cette fin.

Récapitulatif du budget et du plan du financement

(en milliers de USD)

<i>Poste</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
1	Services de consultants	202	87
2	Biens (publications et coûts connexes)	11	9
3	Formation, ateliers et réunions	911	329
4	Charges récurrentes Dépenses ordinaires (traitements, indemnités et autres dépenses de fonctionnement)	296	108
	Total	1 420	533

^a Le cas échéant.

Results-based logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
OVERALL GOAL			
Improvement of the livelihoods of poor rural producers in the Asia and Pacific region on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> -Number (and percentage) of small rural producers with improved livelihoods - Number (and percentage) of small rural producers having risen above the poverty line - Number of pro-poor policies introduced by governments and partners 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact surveys; Project documents 	
PROJECT PURPOSE			
<p>Strengthened capacity of farmers' organizations in the Asia region to influence policies impacting the livelihoods of rural poor producers</p> <p>Targets: farmers' organizations in 10 countries in the region</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of joint cooperation activities among farmers' organizations - Level of participation by farmers' organizations in policy dialogue with governments - Number of times farmers' organizations are consulted for national and subregional policies on agricultural development 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact surveys - Project documents - Policy papers 	<ul style="list-style-type: none"> -Favourable overall political environment, e.g. no conflicts -Policy issues raised by farmers' organizations are considered and integrated
INTENDED OUTCOMES			
<p><u>Component 1:</u> Increased capacity of farmers' organizations in Asia and Pacific region to collaborate and establish dialogue with policy-makers at the national, subregional and regional levels</p> <p><u>Component 2:</u> Increased number of strengthened platforms for farmers' organizations at the national, subregional and regional levels</p> <p><u>Component 3:</u> Strengthened collaboration and involvement by farmers' organizations in IFAD's work at country level</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Number of farmers' organizations involved in platforms at different levels -Number of meetings held by platform members -Number of policy dialogues held with development partners and the Government -Number of times farmers' organization platforms are consulted by partners and the Government -Number of farmers' organizations trained in identified issues - Number of consultations between farmers' organizations and IFAD - Number of times farmers' organizations are involved in planning, implementation and M&E of IFAD's country programmes (COSOPs) and strategies Number of policies successfully promoted and adopted by governments and partners 	<ul style="list-style-type: none"> - Project documents - Policy papers - Self-assessments - Reports on training exercises and consultations 	<ul style="list-style-type: none"> - Motivation of farmers' organizations to expand joint activities - Issues common to all farmers' organizations are identified - Agreement reached on composition of steering committees - Policy-makers are open to dialogue with farmers' organizations and willing to establish durable mechanisms for dialogue - farmers' organizations have a unified voice

Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et Réseau FIDAFrique: Promotion du partage des savoirs et de l'innovation pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne

I. Contexte

1. Ce don, conforme à l'un des objectifs du FIDA, qui est de renforcer son rôle en tant qu'organisation de savoirs et d'utiliser les savoirs pour accroître son efficacité en matière de développement, servira à l'établissement d'un nouveau réseau de savoirs disposant de l'infrastructure et des dispositifs institutionnels connexes nécessaires, en faisant fond sur les points forts et l'expérience du réseau FIDAFrique en Afrique de l'Ouest et du Centre et sur ceux des réseaux thématiques appuyés par le FIDA en Afrique orientale et australe.
2. Il s'agit, avec ce nouveau réseau, de créer un réseau unique couvrant l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, mettant en relation des personnes et des réseaux pour permettre l'apprentissage, le partage d'expériences et d'innovations en vue de réduire la pauvreté rurale dans cette région. Le nom retenu pour ce réseau de savoirs, dynamique et unifié, pour l'Afrique subsaharienne sera celui de FIDAFrique.
3. Le réseau FIDAFrique a été mis en place en 1999 en Afrique de l'Ouest et du Centre (voir www.fidafrique.net) afin d'améliorer la gestion des projets grâce à une capacité accrue de diffusion de l'information et des savoirs, des meilleures pratiques et des enseignements tirés vers l'ensemble des projets du FIDA dans la région. L'évaluation indépendante de FIDAFrique, en 2007, a pris acte de ses réalisations². En 2007, le réseau a été reconnu comme le tout premier réseau régional sur l'agriculture et le développement rural, lors de la septième réunion de partenariat sur le développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.
4. En Afrique orientale et australe, le FIDA a apporté son appui à plusieurs réseaux thématiques en rapport avec des thèmes spécifiques au développement rural, comme la gestion des eaux à usage agricole (Programme d'amélioration de la gestion des eaux à usage agricole en Afrique orientale et australe), la finance rurale (Partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale), l'accès au marché (Programme de renforcement des capacités d'appui à l'accès aux marchés et à la gestion des savoirs en Afrique orientale et australe) et le suivi et l'évaluation (Programme régional visant à appuyer une "gestion orientée vers l'impact" en Afrique orientale et australe). Cette démarche a débouché sur la constitution de réseaux spécialisés de personnes et d'institutions qui ont recueilli, documenté et diffusé un grand nombre d'expériences et de bonnes pratiques en Afrique orientale et australe.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. La nécessité de faire appel à des réseaux régionaux pour faciliter l'apprentissage et l'innovation dans l'optique de la réduction de la pauvreté est un élément clé du Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement et de sa Stratégie en matière de gestion des savoirs, approuvée en 2007. Le FIDA reconnaît, par l'adoption de ces

² Rapport d'évaluation FIDAFrique, IIDD Canada – juillet 2007

documents, que ces réseaux doivent être renforcés et axés sur la fourniture de services efficaces de partage des savoirs à un plus grand nombre de projets et de partenaires, et sur l'encouragement aux initiatives d'apprentissage à l'échelon local ou national.

6. Sa Stratégie en matière de gestion des savoirs appelle le FIDA à investir pour tirer les enseignements de l'expérience acquise par les réseaux régionaux existants financés par des dons, en choisissant FIDAFrique parallèlement à FIDAmerica pour les applications à plus grande échelle et la poursuite du développement. Son cadre de résultats qualifie d'objectif clé la mise en place de réseaux d'apprentissage régionaux structurés pour le partage des savoirs, en mettant particulièrement l'accent sur les réseaux FIDAFrique et FIDAmerica. La Stratégie du FIDA en matière d'innovation approuvée en 2007 réaffirme la valeur de la gestion des savoirs en tant qu'ingrédient clé de l'innovation. Le Portail de la pauvreté rurale du FIDA met également à profit les savoirs et les enseignements apportés par ces réseaux.
7. Le nouveau réseau associera tous les projets et programmes appuyés par le FIDA dans une entreprise transcendant les barrières régionales, linguistiques et thématiques, et visant à partager les savoirs, à développer le recours aux bonnes pratiques et à l'innovation, et à accroître la pertinence des politiques publiques. Il offrira une plateforme à partir de laquelle établir des courants d'échanges entre les réseaux thématiques existants dans les régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre et d'Afrique orientale et australe. Il établira aussi des liens entre ces réseaux et d'autres réseaux existants dans les régions. Les réseaux thématiques déjà présents en Afrique orientale et australe continueront d'exister, mais ils seront intégrés au sein du réseau plus vaste que constitue FIDAFrique et bénéficieront de l'appui de services professionnels de gestion des savoirs, fournis par l'intermédiaire de ce réseau³.
8. Le réseau unifié pour l'Afrique subsaharienne couvrira plusieurs communautés linguistiques et établira de meilleures liaisons entre les praticiens, francophones, anglophones et lusophones, du développement rural. Des coordonnateurs bilingues (anglais-français) seront choisis en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Afrique orientale et australe; des textes fondamentaux et des pages web choisis sur la gestion des savoirs seront traduits en français, en anglais et en portugais; et les manifestations multilingues qui seront organisées sur la gouvernance de réseau ou sur des thèmes spécifiques bénéficieront de services d'interprétation.
9. Le réseau fera la jonction entre les savoirs du FIDA et ceux d'autres acteurs ou initiatives de développement en Afrique subsaharienne, comme le projet de réseau sur l'agriculture et la sécurité alimentaire proposé dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il établira un lien avec d'autres enceintes concernées par les savoirs et les politiques, comme la plateforme de développement rural et de sécurité alimentaire pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le Forum pour la recherche agricole en Afrique, le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (CORAF), la Direction de l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles de la Communauté de développement de l'Afrique australe, et l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale. FIDAFrique accueillera et facilitera des discussions sur des thèmes techniques spécifiques en partenariat avec d'autres partenaires spécialisés.

³ Y compris le réseau thématique envisagé sur les aspects des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté relatifs au milieu rural, qui est en rapport également avec les activités de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) dans la région.

10. L'appropriation collective du réseau par ses membres et d'autres parties prenantes locales et régionales sera essentielle pour sa durabilité et sa prise en charge. FIDAfrique développera de manière active des relations au sein du réseau et avec d'autres organisations.

III. Le programme proposé

11. Le but d'ensemble du réseau FIDAfrique est de mettre en relation des personnes, des organisations et des réseaux pour permettre l'apprentissage, le partage d'expériences et d'innovations en vue de réduire la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne. Le programme se propose d'accroître l'efficacité en matière de développement des projets et programmes financés par le FIDA et d'améliorer la concertation sur les politiques grâce à une meilleure identification des processus d'innovation, d'apprentissage et de partage, par le biais de la création, entre les projets et programmes financés par le FIDA et d'autres acteurs du développement, d'un réseau de savoirs unifié pour l'Afrique subsaharienne. Il prendra pour point de départ le réseau existant en Afrique de l'Ouest et du Centre, en étendra la couverture à l'Afrique orientale et australe et intégrera les projets et les réseaux thématiques existants dans les deux sous-régions.
12. Le groupe cible ultime du réseau FIDAfrique sera constitué des ruraux pauvres en Afrique subsaharienne, qui tireront parti du partage des savoirs et de l'apprentissage pour améliorer l'efficacité en matière de développement des projets et programmes. Le réseau fonctionnera essentiellement avec deux groupes de parties prenantes:
 - Parties prenantes principales: tous les personnels (directeurs, administrateurs chargés du S&E, responsables des composantes thématiques, administrateurs présents sur le terrain et personnel clé) des projets et programmes appuyés par le FIDA, les équipes de gestion des programmes de pays et les réseaux thématiques régionaux appuyés par le FIDA en Afrique subsaharienne et leurs prestataires de services sous contrat.
 - Parties prenantes secondaires: organisations rurales, notamment les organisations paysannes, les réseaux d'acteurs locaux et les ONG, et d'autres réseaux régionaux et thématiques en rapport avec la réduction de la pauvreté rurale.
13. Le programme durera trois ans et comportera cinq grandes composantes:
 - i) **Mise en place et gouvernance du réseau**, avec les activités suivantes: a) entreprendre une large consultation entre les acteurs en vue d'élaborer une stratégie de communication; b) créer une structure de gouvernance et de gestion solide et réactive; c) mettre en place des modalités efficaces d'accueil par la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO); et d) effectuer une enquête sur les prestataires de services potentiels en Afrique subsaharienne.
 - ii) **Renforcement des capacités et formation**, avec les activités suivantes: a) intensifier et étendre le programme de renforcement des capacités réalisé avec succès par FIDAfrique pour la gestion des savoirs et l'innovation; b) planifier, organiser et appuyer des ateliers sur la gestion des savoirs et l'innovation; et c) renforcer la capacité du personnel du projet et des partenaires du point de vue des méthodes de capitalisation des acquis, d'utilisation de la plateforme électronique et des

technologies de l'information et des communications (TIC) pour la mise en réseau.

- iii) **Appui à la collecte et au partage des savoirs ainsi qu'à la communication**, avec les activités suivantes: a) élaborer des méthodes et des outils pour établir la carte des savoirs au niveau de l'exécution du projet; b) accueillir, étendre et actualiser les ressources de savoirs dans un portail web (faisant fond sur le www.fidafrique.net); c) œuvrer avec les institutions partenaires pour mettre en place des services de questions-réponses; d) élaborer et introduire des supports de communication et de partage des savoirs non basés sur le web; e) encourager la participation et l'appui aux activités des groupes de discussion thématiques appuyés par le FIDA et d'autres groupes pertinents; f) établir et mettre en œuvre des services d'assistance et des communautés de pratiques connexes; et g) élaborer et promouvoir des outils garantissant une qualité élevée de l'information et des savoirs recueillis et partagés.
- iv) **Appui à la concertation sur les politiques publiques**, avec les activités suivantes: a) réunir les savoirs recueillis auprès des groupes cibles en une synthèse pertinente pour les politiques publiques; et b) encourager les concertations ayant trait aux politiques publiques entre les régions, pour contribuer au débat sur les moyens d'action possibles contre la pauvreté rurale, en collaboration avec des acteurs comme la plateforme de développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.
- v) **Gestion et coordination du réseau**, avec les activités suivantes: a) planifier et entretenir des interactions périodiques avec les participants au réseau; b) veiller à ce que les projets et programmes intègrent la participation au réseau FIDAfrique et la gestion des savoirs dans leurs programmes de travail et budget annuels (PTBA); c) élaborer des activités de promotion et mobiliser des ressources provenant d'autres donateurs pour accroître la durabilité du réseau; d) gérer le personnel, les prestataires de services et les budgets connexes; et e) assurer un suivi périodique du plan stratégique du réseau.

IV. Résultats et avantages escomptés

14. Les personnes, organisations, projets et programmes de développement ainsi que les réseaux œuvrant pour réduire la pauvreté rurale seront mieux connectés entre eux dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne pour communiquer les expériences, les apprentissages mutuels et les innovations utiles à la réduction de la pauvreté rurale. Cela améliorera l'efficacité en matière de développement des projets et programmes financés par le FIDA, renforcera les synergies et l'harmonisation, influera sur le travail des praticiens du développement rural dans d'autres régions et améliorera la concertation sur les politiques relatives au développement rural.
15. On disposera d'un réseau sub-saharien de savoirs et d'innovations pleinement opérationnel, soutenu par des interactions régulières entre parties prenantes et dirigé efficacement par un comité directeur dont feront partie les parties prenantes régionales.

16. Il existera dans la région, au sein des institutions hôtes et du réseau d'appui des prestataires de services, une capacité accrue de fourniture de services de gestion des savoirs et de communications (par des mécanismes reposant ou non sur les TIC) dont pourront bénéficier les parties prenantes du développement rural en Afrique subsaharienne.
17. Le réseau appuiera, aux échelons régional et national, des processus d'élaboration des politiques pouvant s'appuyer sur des données d'expérience recueillies sur le terrain. De ce fait, la formulation des politiques aura pour points d'ancrage les exigences et les bonnes pratiques locales.

V. Modalités d'exécution

18. La FRAO sera le principal bénéficiaire du don. Elle a fait ses preuves en matière d'exécution et de suivi des programmes financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, et elle répond aux conditions d'attribution définies par le FIDA. La FRAO sera responsable de l'administration et de la gestion financière du réseau, et le coordonnateur d'ensemble, basé à la FRAO et intégré à son personnel, coordonnera les activités du réseau en Afrique de l'Ouest et du Centre. En Afrique orientale et australe, la FRAO conclura un contrat ou un accord de don subsidiaire avec le Kenya Gatsby Trust (KGT) pour l'accueil de l'unité de coordination des éléments pertinents du réseau. L'unité de coordination du Partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale (RFKMP), dont le KGT est l'hôte, se chargera de cette tâche, en veillant à la coordination entre les réseaux thématiques existants et les activités prévues au titre du nouveau réseau dans la région Afrique orientale et australe.
19. Avec les deux coordonnateurs FIDAfrique en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Afrique orientale et australe, la FRAO préparera, pour l'ensemble du réseau, le PTBA qui sera soumis à l'examen du comité directeur et du FIDA. Un atelier de démarrage sera organisé, avec la participation de la FRAO, de FIDAfrique et des réseaux existants en Afrique orientale et australe, ainsi que d'autres acteurs clés des deux régions. L'atelier garantira la mise en place, dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, de mécanismes appropriés de coordination et de communication.
20. Le comité directeur sera responsable de l'orientation générale et de l'approbation des PTBA. Il se réunira au moins une fois par an. La FRAO, avec l'aide du personnel du réseau, assurera le secrétariat du comité, et les institutions régionales pertinentes participeront aux réunions en qualité d'observateurs.
21. Des comités techniques seront créés, en tant que de besoin, pour aider FIDAfrique sur des questions spécifiques comme la définition de la stratégie de communication, les supports de promotion, de diffusion et de formation, le programme de formation, etc.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

22. Le coût total du programme est estimé à 3 930 000 USD sur les trois années de la période d'exécution, comme indiqué dans le tableau. La contribution du FIDA, sous forme de don, sera de 2 000 000 USD.

23. La durabilité financière des réseaux est l'un des aspects les plus délicats de la gestion de FIDAfrique. Afin de contribuer à améliorer l'appropriation et la durabilité du réseau dans les régions, d'autres donateurs seront sollicités pour obtenir un cofinancement de 600 000 USD en 2008. On estime à 1 330 000 USD le montant provenant des charges et des mécanismes de recouvrement des coûts des projets et programmes du FIDA et d'autres utilisateurs du service. Il s'agira, par exemple, des coûts de participation aux activités de formation et aux ateliers à la charge des participants; des investissements des projets et programmes dans les technologies de l'information pour la connexion au réseau; et de services spécialisés rendus à d'autres institutions (formation ou pages web, par exemple). Des accords de don à des projets, des parrainages, des droits d'adhésion, etc. pourraient aussi servir de compléments à la contribution du FIDA. Ces mécanismes seront mis au point en s'inspirant des expériences d'autres programmes régionaux similaires, comme FIDAmerica. La FRAO fournira des contributions en nature (temps de personnel supplémentaire; accès aux ressources et réseaux existants de gestion des savoirs).
24. Au début de la phase d'exécution, une stratégie sera élaborée en vue de mobiliser des ressources financières supplémentaires. S'agissant toutefois d'un réseau dont l'initiative revient au FIDA, il est probable que le Fonds demeurera, à moyen terme, le financeur principal, comme le reconnaît la Stratégie en matière de gestion des savoirs.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

<i>Poste</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Recouvrement de coûts</i>	<i>Total</i>
1	Dépenses de personnel (salaires) et services professionnels/consultations	705	-	-	-
2	Frais de voyages	200	-	200	-
3	Ateliers et formation	190	300	400	-
4	Acquisition des savoirs et documentation, génération, diffusion et traduction de l'innovation	425	200	480	-
5	Équipement	-	-	250	-
6	Publications et communication	56	100	-	-
7	Gestion du projet	424	-	-	-
	Total	2 000	600	1 330	3 930

Results-based logical framework

Hierarchy of Objectives	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL Connecting people and networks for learning, sharing experiences and innovation for rural poverty reduction in sub-Saharan Africa		<ul style="list-style-type: none"> ➢ Steering committee monitoring and self assessment reports ➢ External midterm and completion evaluations 	Commitment and involvement of all IFAD-related project stakeholders in sub-Saharan Africa
PURPOSE Development effectiveness of IFAD-financed projects and programmes increased and policy dialogue enhanced through strengthened identification of innovation, learning and sharing processes	<ul style="list-style-type: none"> ➢ IFAD-financed projects adapting innovations and knowledge to increase their development effectiveness ➢ Policy dialogue fora better and more systematically informed by network 	Documented examples of IFAD financed projects adapting innovations and knowledge from other IFAD projects through the network	IFAD management and staff committed to learning, knowledge based processes
OUTPUTS			
1. Network set-up and governance A sub-Saharan knowledge and innovation network fully operationalized, governed by a steering committee of regional stakeholders, and participation of rural development actors throughout the region	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Coordination unit performance assessed positively by network members ➢ Level of buy-in from IFAD-financed projects and other development partners 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Documentation of network management and governance arrangements ➢ Model network strategic plan regularly reviewed and adjusted by the steering committee ➢ Coordination units established in WCA and ESA, with regular communications between the two 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Capacity of WARF/FRAO sufficient to monitor the implementation of FIDAFRIQUE-IFADAFRICA effectively. Support WARF/FRAO in technical meetings, advise the steering committee and actively participate in knowledge sharing initiatives. ➢ Reporting and accountability arrangements clearly articulated and understood, with minimal additional transaction costs. ➢ Commitment and involvement of other stakeholders in the region. To ensure sufficient stakeholder participation and interest, stakeholder needs will be assessed, they will be invited to network events and engaged in its fora. Incentives: participation in FIDAFRIQUE-IFADAFRICA to be included in AWPBs. ➢ Existing thematic networks in ESA actively engage in the broader network. This will require careful preparation with existing networks.
2. Capacity-building and training Mechanisms and capacity to harvest, share and disseminate information, knowledge and innovation developed and strengthened to build a people-centred network on rural poverty reduction in sub-Saharan Africa	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Volume and quality of knowledge management services ➢ Volume and quality of documents, information, data harvested, shared and disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Metrics for website traffic, products produced, etc ➢ Metrics for contact lists, use of services, etc.; in particular Coordination Unit logs of email/phone inquiries for assistance ➢ Metrics for training sessions and regional meetings (numbers of participants, sessions held, follow up to sessions, including tracking follow-up requests from participants in sessions) 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Transition to new hosting and staffing arrangements will not affect the technical infrastructure that has already been established ➢ ICT connectivity continues to improve across sub-Saharan Africa ➢ Linguistic barriers can be overcome through bilingual animators and cost-effective translation services
3. Knowledge harvesting, sharing and communication A culture of knowledge sharing and innovation established, leading to improved communication and interaction between IFAD-financed projects and programmes and other rural development stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Volume/frequency of communication and participation of network members ➢ Number of members from outside the immediate target group ask to participate in the network 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Annual survey of network members to ascertain level of participation of staff at each IFAD-supported project; whether needs are met, etc. ➢ New members from outside the immediate target group ask to participate in the network ➢ Media tracking for coverage of IFAD-financed projects 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Stakeholders will consider participation in knowledge sharing and related communications activities to be an important component of their daily work rather than an optional activity, or used only in times of immediate or emergency knowledge needs/demands. ➢ Rural development stakeholders in other regional agencies and networks will find value in FIDAFRIQUE-IFADAFRICA and choose to use its services. Strategies to disseminate and encourage use of services will be developed.
4. Support for policy dialogue Regional and country-level policy dialogue systematically informed by field/project experiences	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Number of summaries for decision-makers/policy briefs produced ➢ Number of dialogues informed ➢ Level of decision-makers provided with information by network 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Summaries for decision-makers ➢ Demonstrated inclusion of field experience into policy recommendations ➢ Requests from decision-makers for policy briefs 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ IFAD HQ and project staff will participate in policy dialogue as an essential activity ➢ Network will target appropriate national and regional channels to facilitate the flow of policy relevant material to target decision makers, experts and development partners

Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos: une initiative conjointe FIDA-CRDI (application à plus grande échelle des innovations rurales)

I. Contexte

1. La région Amérique latine et Caraïbes est actuellement caractérisée à la fois par la bonne santé des indicateurs macroéconomiques et par des niveaux élevés d'inégalité et d'exclusion. Les progrès dans la lutte contre la pauvreté sont étroitement liés aux efforts, innovations et stratégies des pauvres eux-mêmes.
2. La région a contribué à de nombreuses initiatives novatrices axées sur les atouts des individus et des groupes. On en sait néanmoins assez peu sur ces innovations, sur les personnes qui les ont rendues possibles, sur la façon dont les données d'expérience sont diffusées et sur la manière dont elles pourraient être appliquées à plus grande échelle pour parvenir à un impact largement supérieur et contribuer à la mise en place de véritables systèmes d'innovation.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La justification de ce programme repose sur trois piliers: i) l'identification et la caractérisation des innovations dues aux campesinos; ii) l'impulsion en vue de l'application à plus grande échelle de ces innovations; et iii) la recherche d'une valeur ajoutée par une étroite collaboration entre le FIDA et le CRDI. La relation entre ces trois facteurs définit le caractère novateur de cette proposition et sa complémentarité avec d'autres programmes et initiatives de portée régionale.
4. Lorsque nous parlons d'innovations dues aux campesinos, nous faisons référence aux savoirs et aux experts des communautés rurales qui, par la pratique, l'expérience et les talents locaux, combinés avec intelligence et pragmatisme à quelques atouts extérieurs, agissent de façon créative et novatrice, faisant la preuve de leur succès dans la lutte contre la pauvreté et ouvrant la voie à un développement plus équitable et plus durable.
5. Dans la région, et plus précisément dans les Andes, dans des territoires où ont été exécutés des projets du FIDA, des études et des évaluations antérieures ont montré qu'il existe une réserve de savoirs ainsi que d'experts, parfois organisés au sein de leurs propres institutions, qui ont été capables de réaliser des progrès dans la lutte contre la pauvreté en recensant et en caractérisant les diverses actions entreprises par les ruraux pauvres. Certains éléments donnent à penser que le même processus est en cours dans d'autres zones, avec ou sans l'aide de l'État, des organismes de coopération internationale, des ONG et du secteur privé.
6. Le deuxième pilier de ce programme prend en compte l'impulsion en faveur de processus stratégiques d'élargissement de l'application répondant au défi que représente le passage d'une très petite échelle, souvent limitée à un nombre réduit de communautés et de secteurs au sein de ces communautés, à des zones géographiques plus étendues et des populations plus

nombreuses, où l'impact de pratiques et de mécanismes novateurs ayant déjà fait leurs preuves peut être élargi et approfondi.

7. Le troisième pilier du programme est constitué par la valeur ajoutée que peuvent générer les relations entre le FIDA et le CRDI. Il s'agit ici de développer des synergies entre institutions qui, agissant de concert, parviennent à améliorer les processus et les résultats dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable. Depuis 2002, le FIDA et le CRDI partagent des informations et effectuent des visites conjointes dans les pays andins. Les deux organisations sont parvenues à plusieurs conclusions: ces innovations devraient être plus largement connues, médiatisées et appréciées; et il conviendrait de reconnaître davantage les talents locaux qui les ont rendues possibles, en donnant à un nombre accru de producteurs, d'entrepreneurs, d'experts, de chercheurs et de décideurs, y compris en dehors de la région, la possibilité d'en tirer parti.
8. Le programme proposé offre par conséquent une occasion clé pour:
 - i) associer de façon stratégique le FIDA et le CRDI en tant que partenaires égaux ayant des axes programmatiques complémentaires (développement et recherche) et des buts communs (un style d'action consistant à s'inspirer des expériences des campesinos pour que l'impact en soit ressenti à plus grande échelle); et ii) faire fond sur de précédentes initiatives conjointes, en commençant par des zones comme les Andes, où l'impact pourrait être extrêmement significatif du fait des opérations qu'y mène actuellement le FIDA, et en les élargissant progressivement à d'autres pays de la région.

III. Le programme proposé

9. Le programme a pour objectif d'ensemble de recenser, comprendre et étendre l'utilisation d'innovations rurales réussies qui valorisent les stratégies et les atouts des ruraux pauvres et encouragent les politiques et les investissements publics facilitant l'élargissement durable et décentralisé de ces innovations.
10. Les objectifs spécifiques sont notamment les suivants:
 - Recenser et mieux comprendre l'application à plus grande échelle (extrapolation et interpolation) des innovations rurales fructueuses qui valorisent les stratégies et les atouts des ruraux pauvres, et présenter des données d'observation reposant sur des bases solides quant aux effets de ces innovations sur les personnes, les groupes et les territoires.
 - Élaborer et mettre à l'épreuve de meilleures façons de diffuser et valoriser/utiliser les savoirs acquis à propos de ces innovations, aider à développer les capacités d'innovation des parties prenantes et à renforcer les partenariats entre elles et avec d'autres parties prenantes externes qui contribuent à stimuler et à institutionnaliser l'application à plus grande échelle.
 - Élaborer et expérimenter des approches, des mécanismes et des instruments spécifiques susceptibles d'influer sur la conception et l'application de politiques et d'investissements publics décentralisés en vue d'accroître la capacité d'innovation des communautés et organisations rurales.
11. Le programme durera quatre ans et comportera deux grandes composantes:
 - i) Gestion du programme et application à plus grande échelle des innovations dues aux campesinos; et

- ii) Recensement et caractérisation des savoirs basés sur les innovations dues aux campesinos.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats escomptés du programme sont les suivants:

- Tenue d'un atelier initial avec la participation d'experts (universitaires et personnes d'expérience), du directeur et du comité directeur du programme.
- Établissement d'une carte des savoirs et des experts regroupant au moins 240 expériences pertinentes d'innovations dues aux campesinos en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont 180 pourront être choisies pour la réunion des jeunes innovateurs et 60 pour le concours annuel d'application à plus grande échelle d'innovations dues aux campesinos.
- Tenue de trois réunions de jeunes innovateurs avec la participation d'au moins 200 jeunes et d'autres acteurs appropriés, débouchant sur la production de 180 ensembles documentaires et de trois compilations de synthèse finales, dont un CD, concernant au moins 180 expériences.
- Définition de trois itinéraires d'apprentissage⁴ faisant appel aux expériences recueillies dans six pays au moins, mobilisant directement 60 personnes provenant de diverses institutions et organisations et 120 autres personnes indirectement.
- Réalisation d'une série de produits adéquats de communication, diversifiés en fonction de l'audience prévue, pour la diffusion des résultats des activités et du programme dans son ensemble, et comprenant un site web interactif actualisé en permanence.
- Établissement d'au moins trois documents clés sur la réorientation des axes du développement, et présentation et examen dans des enceintes internationales de propositions de développement.
- Organisation de trois concours annuels d'application à plus grande échelle d'innovations dues aux campesinos, débouchant sur la sélection et l'exécution d'environ 60 propositions.
- Organisation de deux manifestations avec la participation du personnel et des responsables du FIDA et du CRDI.
- Rédaction d'une analyse présentant les principaux enseignements tirés du programme et des orientations pour les futures activités d'exécution et d'application à plus grande échelle d'initiatives du même type et du programme conjoint FIDA-CRDI lui-même.

13. Les avantages escomptés du programme sont les suivants:

- Innovations dues aux campesinos orientées vers le recensement et la caractérisation des atouts des pauvres à utiliser par les projets et initiatives publics et privés de développement, y compris ceux impulsés par les populations pauvres elles-mêmes et leurs organisations.

⁴ Dont un au moins englobera l'Afrique.

- Nouvelles preuves à l'appui de la validité des innovations de campesinos et des moyens possibles de les appliquer à plus grande échelle, à utiliser dans les débats et les prises de décision sur le développement qui enrichiront et renouvelleront les approches du développement et les propositions en matière de politiques.

V. Modalités d'exécution

14. Il est proposé de répartir le programme sur trois phases: i) une période de démarrage de six mois; ii) une phase réellement opérationnelle de trois ans; et iii) une dernière période de six mois consacrée à l'analyse et l'examen approfondis des enseignements tirés.
15. Le FIDA fera un don de 1 000 000 USD au CRDI, qui apportera un financement du même montant. En outre, le programme recevra 300 000 USD, représentant les contributions d'autres institutions et bénéficiaires prévus dans le projet, pour le cofinancement d'activités spécifiques. Le don du FIDA sera administré par le CRDI, suivant des procédures et des mécanismes administratifs semblables à ceux utilisés dans le cadre d'accords de don précédemment approuvés.
16. Le programme disposera d'un chef de programme du CRDI, basé au bureau régional de Montevideo (Uruguay), qui sera également membre du comité directeur du programme et participera aux activités stratégiques comme l'élaboration des documents analytiques clés. Pour ce qui concerne les aspects administratifs et opérationnels, un(e) chargé(e) de recherche du CRDI à Montevideo consacrera la moitié de son temps à cette activité.
17. L'orientation d'ensemble du programme proposé sera fixée par un comité directeur du programme, qui comprendra un administrateur de programme de haut niveau du CRDI, le chargé de programme de pays du FIDA pour la région des Andes, un chercheur réputé en matière de développement rural et un spécialiste expérimenté des politiques de développement rural. Ce comité jouera un rôle stratégique de premier plan consistant à: i) veiller à ce que le programme proposé soit exécuté conformément à l'approche agréée et aux directives conceptuelles et méthodologiques; ii) introduire en temps opportun des ajustements stratégiques, sur la base d'un suivi permanent; iii) définir des aspects pertinents comme l'échelonnement de l'expansion géographique du programme, les critères et mécanismes d'allocation des fonds par le biais de processus d'appels à la concurrence, et les montants de cofinancement; iv) ouvrir le programme proposé à d'autres agences de coopération et parties prenantes du secteur privé; et v) effectuer les tâches classiques d'un conseil d'administration: examen et approbation des plans, rapports et audits annuels, et évaluations périodiques de la performance.
18. Le CRDI recrutera un directeur qui aura pour fonctions principales de: i) diriger l'exécution de toutes les composantes du programme proposé; ii) après avoir défini leurs tâches, choisir les experts nécessaires pour l'exécution d'aspects spécifiques des composantes; iii) encourager les processus à valeur ajoutée en établissant des liens entre les activités prévues et les parties prenantes concernées; et iv) explorer les possibilités de financement complémentaire par des entités intéressées dans la perspective d'un élargissement progressif du programme.
19. L'exécution des activités suivantes sera externalisée et confiée à des organisations régionales spécialisées: i) itinéraires d'apprentissage; ii) activités de communications, notamment la création et la tenue d'un site web du programme; iii) activités de suivi; et iv) assistance à la préparation de manifestations et à la mise en place des concours, etc. Le directeur du

programme sera toutefois habilité à gérer ces activités avec une large autonomie.

20. Le suivi et l'évaluation du programme s'effectueront sur la base des meilleures pratiques validées par le FIDA et le CRDI, simplifiées et adaptées au caractère novateur du programme proposé, avec des mécanismes souples de suivi et un nombre restreint d'indicateurs significatifs de résultats pour chaque composante et pour l'ensemble du programme. Il est essentiel que les diverses parties prenantes, et spécialement les ruraux pauvres innovateurs, participent activement aux phases pertinentes de S&E. Les activités de S&E garantiront que le programme conserve sa souplesse et demeure ouvert aux adaptations rendues nécessaires par les enseignements tirés à mesure de la progression du programme. La période de démarrage de six mois verra notamment la conception du système de S&E et la détermination des caractéristiques des évaluations à mi-parcours et finale à réaliser conjointement par le FIDA et le CRDI. La méthodologie de suivi et d'évaluation prendra dûment en compte les procédures et les approches des deux partenaires.
21. **Durabilité et stratégie de sortie.** Une attention particulière sera accordée aux questions de durabilité, notamment en travaillant avec les institutions existantes dans la région, en encourageant l'appropriation et en veillant à ce que les innovations introduites soient de nature à pouvoir être gérées et entretenues par les bénéficiaires eux-mêmes.
22. S'agissant de la stratégie de sortie, il est important de souligner que la gestion des savoirs ne s'achève pas avec la clôture du don. La gestion des savoirs est précisément l'un des domaines d'action du CRDI, et cette activité continuera de bénéficier d'un appui à long terme. À la fin de la période du don, l'apport de nouveaux concepts, méthodes et expériences aura un effet dynamisant sur le CRDI et le FIDA, et sur les institutions partenaires.
23. Étant donné en outre que le programme encouragera le recensement et la caractérisation des savoirs locaux, on s'attend à un renforcement des marchés pour ce type de services. Il existe d'intéressantes expériences de transferts de savoirs de campesino à campesino, comme les *yachaq*⁵ au Pérou, appuyés par le Projet de gestion des ressources naturelles dans la sierra méridionale (MARENASS). Il n'est pas possible de prévoir l'évolution de ces marchés à moyen et à long termes, mais les éléments dont on dispose permettent de penser qu'on pourra, en valorisant les innovations et les savoirs locaux, faciliter un accès durable aux savoirs et aux innovations sur des marchés pour ce type de service.
24. Il existe des risques associés au programme, comme celui de voir les parties prenantes concernées perdre leur intérêt ou leur confiance, ou celui d'une compréhension insuffisante de l'importance des connaissances et innovations locales et de leur application à plus grande échelle. Ces risques peuvent être atténués par une sélection attentive du personnel, une supervision constante du programme par le FIDA et la participation des bénéficiaires.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

25. Le coût du programme est estimé à 2 300 000 USD. La contribution du FIDA sera de 1 000 000 USD, celle du CRDI également de 1 000 000 USD, et celle des bénéficiaires et d'autres institutions d'environ 300 000 USD.

⁵ Mot quechua signifiant "celui qui sait, celui qui enseigne".

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

	<i>FIDA</i>		<i>CRDI</i>		<i>Bénéficiaires & Institutions</i>		<i>Total</i>	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Coûts d'investissement								
A. Services professionnels	-	-	83	100,0	-	-	83	3,6
B. Prix, récompenses et primes	855	75,0	-	-	285	25,0	1 140	49,7
C. Formation	-	-	197	94,9	11	5,1	208	9,0
Sous-total coûts d'investissement	855	59,8	280	19,5	296	20,7	1 430	62,3
II. Dépenses renouvelables								
A. Coûts de fonctionnement, rapports et publications	145	16,8	721	83,2	-	-	866	37,7
Sous-total dépenses renouvelables	145	-	721	83,2	-	-	866	-
Coûts totaux du projet	1 000	43,6	1 000	43,6	296	12,9	2 296	100,0

Results-based logical framework

Objective hierarchy	Key performance indicators and targets (RIMS indicators are in italics)	Monitoring mechanisms and information sources	Assumptions and risks
Goal Rural poor assets improved by furthering rural innovations enhanced by public policies and investments.	<ul style="list-style-type: none"> % increase of physical, economic, social and financial assets for five rural innovative organizations per country. 	<ul style="list-style-type: none"> Studies of assets combining visual and audio records. 	
Project Purpose Rural poverty policies and investments are enhanced by scaling up successful innovations of the rural poor in Peru, Bolivia, Ecuador, Chile and Colombia.	<ul style="list-style-type: none"> At least 2 successful rural innovations per country are scaled up. At least 2 lessons and recommendations from the programme are included in official and cooperation agendas (2 scaled-up results per country). 	<ul style="list-style-type: none"> Records of public and private development investments. Cooperation agendas. 	<ul style="list-style-type: none"> Governments and cooperation agendas are responsive to the Programme initiatives.
Outputs			
Component 1: Programme Management and scaling –up of Campesino Innovations Output 1: Rural innovations identified, assessed and presented to be scaled-up as well founded empirical evidences of their effects on poverty reduction.	<ul style="list-style-type: none"> 240 relevant campesino innovation experiences in Latin America and the Caribbean documented in a knowledge and experts map. 180 experiences presented at 3 young innovators meetings and documented. 60 direct beneficiaries and 60 indirect beneficiaries involved in 3 <i>Learning Routes</i> from at least 6 participant countries. 	<ul style="list-style-type: none"> Contests records and co-financing agreements. Publications. Visualization of testimonies. Presentation in public and research events. 	
Component 2: Identification and characterization of Campesino Innovation Based Knowledge			
Output 2: Knowledge acquired about pro poor rural innovation research and specific approaches/mechanisms and tools to validate them are made available to different stakeholders for capacity building and design/implementation of rural poverty programmes and policies.	<ul style="list-style-type: none"> 60 proposals for scaling-up of campesino innovations in 3 annual competitions selected and implemented. An analytical document presenting main lessons learnt through the programme. Guidelines for future implementations. 	<ul style="list-style-type: none"> Records of trained entities. Fairs registries and results published. Learning routes memoirs and gender-sensitive reports. Fund and network records. Content of website. 	<ul style="list-style-type: none"> Contests recognized by third party as mean for research. Traditional research institutes are open to the bottom-up validation of innovation.
Output 3: Partnership among rural organizations and communities and with external actors for leverage and institutionalisation of scaling-up processes strengthened	<ul style="list-style-type: none"> Number of partnership agreements between rural organizations and communities signed. Number of partnership agreements with external actors in the field of innovations signed. 	<ul style="list-style-type: none"> Documentation of the agreements. 	<ul style="list-style-type: none"> External actors provide adequate resources in partnership agreements.

Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II

I. Contexte

1. Pour plus d'un milliard de personnes pauvres et défavorisées dans les pays en développement, le bambou peut être un moyen de réduire la pauvreté, de protéger l'environnement et de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en général. Le bambou est facile à intégrer dans les activités agricoles et peut être cultivé dans des exploitations rurales, sur les lisières des exploitations ou en tant que culture principale par des petits exploitants. Il régénère les friches et les terres dégradées. Le bambou contribue à l'autonomisation économique des femmes, leur permettant de faire appel à des technologies et des savoir-faire artisanaux traditionnels, souvent dans le cadre du ménage. La transformation du bambou en une large gamme de produits contribue à la création d'entreprises et d'emplois. Le bambou offre par conséquent d'excellents points d'entrée pour l'atténuation de la pauvreté rurale, l'autonomisation des femmes et le développement d'entreprises.
2. Le réseau international de recherche sur le bambou et le rotin (INBAR) a été créé en 1993 par le FIDA et le CRDI en tant que réseau multidisciplinaire de développement pour offrir une approche système des questions sociales et économiques, des grandes orientations et des aspects institutionnels et techniques liés au bambou et au rotin; c'est en 1997 qu'il a pris sa forme de réseau intergouvernemental international. L'INBAR est reconnu par le Fonds commun pour les produits de base (CFC) comme l'organisme international compétent pour le bambou et le rotin. Sa stratégie de développement inclut des moyens d'action améliorés et novateurs pour parvenir au développement des moyens de subsistance, en particulier dans les zones rurales, protéger l'environnement et promouvoir des conditions de marché favorables.
3. Le premier don accordé par le FIDA (Développement et transfert de technologies de l'Asie à l'Afrique à l'intention des petits producteurs de bambou et de rotin [don 332]), en 1996, appuyait les opérations de l'INBAR en tant que centre international contribuant à plusieurs études des filières production-consommation relatives au bambou et au rotin. Le deuxième don (Développement et diffusion de technologies à l'intention des petits producteurs de bambou et de rotin-Phase II [don 518]) a contribué au lancement du Programme de développement des moyens de subsistance et a été à l'origine de la mise en place de 10 sites d'action-recherche à long terme dans six pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Grâce au Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou et de rotin (don 774), un nombre accru de ruraux pauvres a pu obtenir un meilleur accès aux techniques de transformation du bambou et du rotin et tirer parti du marché. Ce don du FIDA, d'un montant de 1 500 000 USD a attiré des cofinancements dépassant les 4 500 000 USD.
4. Les sites d'action-recherche en Inde, en Chine, en Colombie, en Équateur et aux Philippines ont joué un rôle important dans l'amélioration de la qualité de vie et l'autonomisation des femmes. Dans les sites implantés en Inde, les femmes obtiennent désormais des revenus réguliers et durables. Certaines

sont devenues des entrepreneurs, gérant la production de biens en bambou par l'intermédiaire de groupes d'auto-assistance. Le site de Konkan, dans l'État du Maharashtra, en Inde, produit aujourd'hui une belle gamme de produits en bambou de qualité, comme des meubles, des constructions en bambou (y compris des maisons) et un certain nombre de produits artisanaux. On trouve là un excellent exemple de la manière dont les productions de femmes rurales pauvres vivant dans des villages ont été introduites sur des marchés haut de gamme.

5. L'INBAR a aidé des ménages ruraux pauvres au Ghana et en Tanzanie à fabriquer des produits en bambou à valeur ajoutée et à accroître les ressources en bambou, augmentant ainsi la durabilité de leurs revenus moyens. Des machines à bambou actionnées au pied et des modèles modifiés en bois de métiers à tisser manuels sont en cours d'introduction auprès de certaines communautés en Éthiopie pour permettre la fabrication de produits en bambou de qualité. Mise au point par un service indien de recherche adaptative, une technologie à faible coût de production de charbon de bois et de briquettes a été transférée avec succès au Mozambique.
6. En Équateur, un consortium novateur a été constitué, sous le nom de Sacha Urku, avec la participation de groupements communautaires de producteurs, d'organisations de la société civile et d'un organisme de conception. En Colombie, le modèle institutionnel de centre communautaire de transformation primaire, élaboré avec l'appui de l'INBAR, est en cours de reproduction dans le cadre d'un projet de la Banque interaméricaine de développement (BID). Au Pérou, un projet de développement appuyé par la Fondation interaméricaine reproduit le modèle d'un service de recherche adaptative de l'INBAR.
7. L'Initiative mondiale pour la commercialisation (GMI) lancée par l'INBAR sur plusieurs sites facilite l'accès des petits producteurs aux marchés. Les diverses institutions et le réseau de la GMI apportent un appui aux communautés rurales sur les plans de la conception et du développement de produits, de la technologie et de la commercialisation.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

8. En 2007, une évaluation indépendante des activités de l'INBAR appuyées par un don du FIDA a confirmé que l'INBAR et ses partenaires encouragent d'importantes innovations favorables aux pauvres en matière de technologie, de production et de commercialisation dans le secteur du bambou et du rotin, et que ces innovations induisent des avantages réels pour les ruraux pauvres en Asie et en Amérique latine. Le programme constitue donc un bon complément pour la réalisation de l'objectif fondamental du FIDA: œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté. Le développement des entreprises rurales, qui est l'un des grands axes d'action du FIDA, est par conséquent au centre du programme.
9. L'approche fondamentale du programme développera les sites d'action-recherche de l'INBAR en Asie et en Amérique latine pour en faire des centres modèles de production à plus grande échelle qui pourront constituer des points de référence pour les projets du FIDA et d'autres projets de développement. Cette démarche se traduira par la mise au point d'une gamme élargie de produits, et par une très forte augmentation du volume de la production et des ventes, créant ainsi de meilleures possibilités d'activités rémunératrices pour au moins 30 000 personnes dans quatre sites avancés d'action-recherche en Inde (Konkan & Tripura), en Équateur et aux Philippines.

10. Des efforts et des investissements considérables ont été consacrés au développement des sites d'action-recherche et des institutions de la GMI, considérés comme de vigoureux moteurs du développement des entreprises rurales dans les quatre sites avancés ci-dessus et dans les sites d'action-recherche installés en Chine et en Colombie. Une consolidation de ces institutions contribuerait à élargir et approfondir leur impact socioéconomique. Le concept de sites d'action-recherche de l'INBAR inclura des implantations au sein de projets spécifiques d'investissement du FIDA, où le programme interviendra dans le cadre d'un accord visant la reproduction adaptative et l'application à plus grande échelle de technologies et de modèles parmi les groupes cibles.
11. Des partenariats public-privé-communauté seront mis en place pour la production de produits à valeur ajoutée ou de produits industriels, ce qui aidera les communautés rurales à tirer un plus grand bénéfice des processus à forte valeur ajoutée, augmentant ainsi sensiblement les revenus et les possibilités d'emploi pour les jeunes des deux sexes.

III. Le programme proposé

12. Le programme a pour objectif de permettre une utilisation plus large et plus efficace des technologies du bambou favorables aux pauvres en vue du développement, dans les zones rurales, de moyens de subsistance durables fondés sur le jeu du marché et de leur mise en œuvre à plus grande échelle au profit d'un grand nombre de petits exploitants et de transformateurs ruraux. Cet objectif sera atteint par le biais des activités suivantes:
 - a) transformation des sites d'action-recherche en Asie et en Amérique latine en centres modèles de production à plus grande échelle;
 - b) renforcement et élargissement de la GMI;
 - c) renforcement des organisations de base et intermédiaires, ainsi que des systèmes de production à assise communautaire, et reproduction adaptative et application à plus grande échelle notamment dans les projets du FIDA;
 - d) développement de partenariats public-privé-communauté novateurs, favorables aux pauvres et permettant de bénéficier d'une part accrue de la valeur ajoutée, et formules de production et de commercialisation au détail en franchise; et e) appui à une initiative proactive de partage des savoirs.
13. Les bénéficiaires directs du programme seront les ménages ruraux pauvres (transformation) et les petits exploitants (culture), les femmes et les jeunes constituant les principaux groupes cibles pour ce qui concerne la transformation. Les bénéficiaires indirects sont nombreux: personnel technique, agents de vulgarisation rurale et agents commerciaux, organisations de base et organisations intermédiaires de la société civile, décideurs, banques et agences de développement, programmes nationaux, projets de développement et centres internationaux de recherche agricole s'intéressant au bambou. Le programme adoptera les approches clés décrites ci-après.
14. Transposition à plus grande échelle, par les sites d'action-recherche, de modèles et de systèmes: le programme mettra l'accent sur la poursuite du développement de modèles institutionnels et de systèmes de production ainsi que de systèmes logistiques et de financement dans les quatre sites d'action-recherche pilotes implantés en Asie et en Amérique latine (un en Équateur, deux en Inde et un aux Philippines), de manière à ce qu'un plus grand nombre de personnes en bénéficient grâce à l'élévation des niveaux de production et de vente.

15. Commercialisation à l'échelle mondiale: les institutions de la GMI seront renforcées, et le nombre de partenariats accru. Les centres de conception et de technologie de la GMI seront agrandis et pourront ainsi être d'une utilité directe pour un plus grand nombre de sites d'action-recherche et de projets du FIDA. Les activités de la GMI incluront les sites d'action-recherche de Chine et de Colombie où seront pilotées des approches novatrices spécifiques. Le réseau de la GMI sera relié aux institutions de commercialisation, aux chambres de commerce et au système du commerce équitable. On veillera à assurer l'égalité entre les sexes dans les processus de production, pour permettre une participation accrue des femmes. La marque GMI servira à mettre les produits mieux en vue sur les marchés.
16. Reproduction adaptative et application à plus grande échelle: l'INBAR consolidera et renforcera ses organisations de base et les organisations intermédiaires de la société civile. On élaborera des stratégies et des modèles pour résoudre les questions liées à l'application à plus grande échelle, notamment les processus, la logistique, la commercialisation et le financement de la production, spécialement dans le cadre des projets d'investissement du FIDA. Le développement des systèmes de production sera poursuivi en vue d'accroître le nombre des bénéficiaires (élargissement) et les avantages produits (approfondissement), spécialement pour les femmes et les jeunes. Les liaisons de reproduction avec d'autres projets de développement seront élargies.
17. Réalisation de la valeur et franchisage: on élaborera des modèles d'entreprise, de fixation de la valeur et d'allocation du capital social, et de financement pour favoriser la participation de la communauté aux entreprises fabriquant des produits de haut de gamme et son appropriation de ces entreprises. Ces modèles garantiront en outre que les communautés rurales obtiennent une part équitable des bénéfices apportés par les processus à valeur ajoutée. Des liaisons en amont permettront la détermination des sources d'approvisionnement en matière première et une transformation primaire au niveau des coopératives de producteurs. Une production franchisée sera également mise en place, permettant aux communautés rurales d'avoir accès aux centres de transformation communautaires, essentiellement créés grâce au financement public, et à un réseau de commerces de détail franchisés.
18. Partage des savoirs et analyse de l'impact: les plateformes existantes de partage des savoirs et d'autres mécanismes de communication, comme les ateliers et les visites entre projets, seront intégrés dans le cadre d'une initiative efficace de partage des savoirs, et des liaisons établies avec les projets du FIDA. L'accent sera mis sur la documentation relative à l'impact et sur la production de fiches de conseils techniques (FCT) et de publications. Le programme permettra le développement d'une communauté d'innovateurs, ruraux et urbains, dans le secteur du bambou. Un consortium/réseau de partenaires/sites d'action-recherche de l'INBAR sera constitué en vue de l'élaboration des projets, de leur exécution, de l'évaluation par les pairs et de l'analyse de l'impact.
19. Le programme se composera de cinq éléments principaux:
 - i) Transposition à plus grande échelle, par les sites d'action-recherche, de modèles et de systèmes;
 - ii) Commercialisation à l'échelle mondiale;
 - iii) Reproduction adaptative et application à plus grande échelle dans les projets de développement;
 - iv) Réalisation de la valeur et franchisage; et

- v) Partage des savoirs et analyse de l'impact.

IV. Résultats et avantages escomptés

20. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- Validation des modèles d'application à plus grande échelle par les sites d'action-recherche de l'INBAR; et création de zones de développement pilotes dans le cadre de projets du FIDA.
 - Une GMI élargie et efficace, établissant un lien entre la conception, la technologie et les partenaires du marché d'une part et les producteurs de l'autre; et la GMI fournira des services efficaces de conception et de commercialisation à des projets choisis du FIDA.
 - Renforcement des organisations de base et intermédiaires; modèles adaptables d'application à plus grande échelle en fonction du volume et de la valeur des produits et de leurs systèmes de production; et offre à des projets choisis du FIDA de services élargis de développement du bambou.
 - Des partenariats public-privé-communauté efficaces permettront aux communautés de bénéficier d'une plus grande part de la valeur ajoutée; et modèles de production et de commercialisation au détail franchisées.
 - Plateformes de partage des savoirs, ateliers, réunions et visites, examens par les pairs; documents de projet, études de cas, rapports d'impact, vecteurs de sensibilisation et de publicité; et communauté d'innovateurs ruraux et urbains, et consortium/réseau de partenaires/sites d'action-recherche de l'INBAR.
21. Les principaux avantages directs seront les suivants: génération de revenus en espèces, tout au long de l'année, provenant d'activités agricoles et extra-agricoles; emploi; développement d'entreprises; accès aux marchés des produits du bois en plus des marchés des produits agricoles traditionnels; et amélioration de la protection environnementale. Les projets suivants du FIDA seront les principaux bénéficiaires: Projet de développement du couloir central en Équateur, Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya (dans les États de Meghalaya et d'Uttaranchal en Inde), et le Second projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera aux Philippines. Un mémorandum d'entente a déjà été signé avec le Projet de développement du couloir central en Équateur.

V. Modalités d'exécution

22. La nouvelle phase sera axée sur le renforcement du réseau de sites d'action-recherche en Asie et en Amérique latine, ce qui augmentera les possibilités de reproduction et d'application à plus grande échelle des activités antérieures de recherche-développement. Étant donné que les sites d'action-recherche avancés d'Asie et d'Amérique latine ont acquis une constitution de plus en plus solide et une plus grande expérience, ils sont davantage capables d'œuvrer en coopération avec d'autres projets de développement. Par conséquent, ce don permettra de mener des activités d'application à plus grande échelle en consultation et en partenariat avec les projets désignés du FIDA.
23. Le programme de don sera exécuté par l'INBAR, par l'intermédiaire de son Programme Moyens de subsistance et développement économique, à partir de son siège et de ses bureaux régionaux. Le programme mobilisera les ressources techniques partagées de l'INBAR, réparties sur le plan

géographique entre les 17 sites d'action-recherche constituant son réseau mondial.

24. Au niveau local, l'exécution sera assurée par des organisations de la société civile spécialisées, développées par l'INBAR. Il existe actuellement un réseau mondial de 16 organisations de ce type, déjà en place ou en cours de constitution. Chacun des sites d'action-recherche participant au programme est donc apparié à une organisation de la société civile. Ces organisations, constituées sous la forme de partenariats professionnels (techniques) avec les communautés, se sont avérées durables, parce qu'elles assurent la continuité après la fin des projets.
25. Les Centres de conception et de commercialisation de la GMI apporteront un appui en termes de conception et de développement de produits, venant s'ajouter aux services d'appui technologique. Un réseau de boutiques franchisées de la GMI est en cours d'établissement; les premières boutiques seront ouvertes en Équateur, en Allemagne, en Inde, au Népal, au Royaume-Uni et aux États-Unis. L'INBAR est en train de conclure des accords de commercialisation avec Altromercato, un organisme de commerce équitable disposant de plus de 300 boutiques en Italie. Des liens commerciaux sont également en cours d'établissement avec l'Association britannique des Fair Trade Shops.
26. Le personnel de l'INBAR, au siège et dans les bureaux régionaux, assurera le suivi des activités du programme. Les résultats attendus sont les suivants: collecte de données historiques, documentation sur les résultats, analyse d'impact et production de fiches de conseils techniques. Au niveau de la gestion, le suivi sera réalisé chaque année par un comité directeur INBAR-FIDA, avec notamment des visites sur le terrain.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

27. L'exécution du programme sera étalée sur trois ans. Le montant du don du FIDA est de 1 250 000 USD, auquel s'ajoute un cofinancement de 4 117 000 USD⁶, soit un total de 5 367 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de USD)

<i>Poste</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>	<i>Total</i>
1	Salaires	320	450	770
2	Frais de recherche sur le terrain	350	2 000	2 350
3	Études	100	250	350
4	Équipement, matériaux et fournitures	70	607	677
5	Frais de voyage	75	120	195
6	Ateliers et formation	60	180	240
7	Consultations	150	250	400
8	Appui administratif	125	260	385
	Total	1 250	4 117	5 367

^aLe cas échéant.

⁶ Les principaux cofinanceurs du don du FIDA sont le Fonds commun pour les produits de base (600 000 USD), la BID (1 500 000 USD), L'INBAR (260 000 USD), le Konkan Bamboo and Cane Development Centre (242 000 USD) et le Tripura Bamboo and Cane Development Centre (222 000 USD). Les fonds de cofinancement ont été obtenus.

Results-based logical framework

Grant Design Summary	Performance Targets/Indicators	Monitoring Mechanisms	Assumptions and Risks
GRANT GOAL			
Improved and sustainable rural poverty alleviation using bamboo			
GRANT PURPOSE			
Enhanced bamboo-based smallholder livelihood opportunities	Increased incomes, enterprises and product range; more women and youth benefited; community resource base enhanced	Surveys	Sustainable institutions; policy support; effective targeting & partnerships; sustainable resources
GRANT OUTPUTS/COMPONENTS			
A. Upscaled models and systems developed in advanced Asian and Latin American sites	Models to benefit 30,000 households (Philippines, Ecuador, India); 50% income increase for rural communities, especially women and youth, from using sustainable resources	Pre and post- project surveys to map changes	Availability of financing
B. Enhanced marketing linkages using the Global Marketing Initiative	Diversified product ranges linked to market demand in Philippines, Ecuador, India, China and Colombia; minimum 50% increase in production and enterprises/capacity and sales	Enterprise records	Local, national and export markets are included; new product designs
C. Adaptive replication and upscaling in development projects	Development models applied to IFAD/other projects; scaling-up/scaling-out with 25% annual increase in beneficiaries through higher incomes	Baseline, mid-term & post project evaluations	Interest of IFAD loan projects; knowledge-sharing with development projects
D. Value-realization enhanced and operational franchised community production and retailing arrangements	Efficient production processes with 50% higher value addition; pro-poor ownership & benefit sharing schemes; franchised community production & retailing (minimum 10 shops)	Surveys; enterprise reports	Willingness of farmers, processors, identification of entrepreneurs & business promotion policy
E. Knowledge sharing enhanced and impact analysis undertaken	Effective communication platforms in place; minimum 8 impact and 16 case studies; annual community & partner network meetings	Surveys; meeting, evaluation reports	Dependent on the availability of resources, time, & clear benefits to participating communities
GRANT ACTIVITIES			
A1. Upscaled models validated in Asian and Latin American action research sites	Effective institutional systems & modalities (production systems, logistics, financing) in place to support up-scaling; improved gender equity, work safety and International Property Rights (IPR) policies	Evaluation reports	Results might be a function of mutual benefit-sharing
A2. Pilot development areas established within IFAD projects	IFAD project value chain analysis; community capacity building; pilot enterprises set up; women/ youth process training(yr1,2); nurseries set up(yr1,2); treatment plant set up	Progress reports	Specifics would be dependent on the objectives of the IFAD project
B1. Strengthen, expand and increase effectiveness of the Global Marketing Initiative (GMI)	Linkages with designers (Yr1); stronger GMI institutions & companies (Yr2); gender-equitable production (Yr2) promoted by GMI logo (Yr1), FairTrade & marketing linkages	Progress and evaluation reports	Production capacity can be a limitation within quality, quantity, schedule & cost parameters
B2. GMI will provide effective design and marketing services to selected IFAD loan & other projects	Continuous input of new product designs based on market assessments benefiting IFAD target project communities economically (Yr1-3)	Progress and evaluation reports	Relevance of bamboo in IFAD projects; policies supporting institutional purchases
C1. Strengthen grassroots and intermediate organizations	Financially sustainable grassroots & intermediate CSOs with rising or majority revenue from sales (Yr2,3)	Institutional evaluations, audit reports	Market-linked production, growth in sales; robust admin & financial systems & oversight
C2. Develop adaptable models of upscaling for volume & value products & production systems	Strategies & models for pro-poor upscaling issues (Yr2); extensive/intensive production systems for high/low - volume/value products (Yr1-3)	Reports	Adequate financing
C3. Expand bamboo development services to IFAD and other projects	Provide technical assistance to IFAD and other development projects to further their project objectives (Yr1); upscaling from (Yr2)	Impact assessments	Bamboo relevance in IFAD projects; funds for field activities; medium-term partnerships
D1. Increase share of value-added to communities from effective public-private-community partnerships	Pro-poor ownership of and profit-sharing in enterprises (Yr3); factory-producer supply chains (Yr2); rural women and youth producing products with greater value addition (Yr1-3)	Reports	Acceptance of farmers, industry, and processing centres, access to social venture capital
D2. Develop models of franchised/outsourced community production & franchised retailing	Annual increase in outsourced community production and rise in production & sales volume to franchised & other stores (Yr1-3)	Reports	Strong branding and marketing; clear technological leadership
E1. Organize knowledge sharing platforms, workshops, meetings and visits, horizontal peer review	Communication strategy developed (Yr1); annual virtual workshops (Yr1-3); cross-learning visits with horizontal peer review	Surveys and review reports	Projects globally located, so time-difference and language issues; adequate travel funds
E2. Produce project documents, case studies, impact analyses reports, awareness materials	Informal/formal reports; impact analyses; strengthened Documentation Centre & information repository; video-based materials (all Yr1-3)	Reports and videos	Timely sharing of data and information; video and still documentation by communities
E3. Set up community of rural & urban innovators & consortium of partner CSOs	Functioning innovator networks (Yr2); set up a consortium of INBAR ARS partners (Yr1)	Reports and surveys	Convergence of objectives, legal issues especially equitable IPR

Traidcraft Exchange: Projet de développement de services marchands locaux

I. Contexte

1. Dans les régions rurales de l'Afrique orientale, les chaînes de commercialisation des produits agricoles sont généralement cloisonnées et inefficaces. Les petits paysans ne connaissent que les intermédiaires, les intermédiaires ne connaissent que les gros acheteurs, et ainsi de suite jusqu'aux consommateurs. Personne n'a confiance en personne, d'où des tromperies, des inefficacités et en fin de compte des prix et des bénéfices moins élevés pour tous les acteurs. Une information transparente pour tous les acteurs le long d'une chaîne peut venir à bout de toutes ces inefficacités. Les petits paysans, les négociants et les transformateurs peuvent négocier sur les volumes, les normes de qualité, les moments et les lieux des transactions. Il n'est pas nécessaire que les camions effectuent trois voyages pour transporter l'équivalent d'un seul chargement. Il n'est pas inévitable que les transformateurs doivent enlever des pierres et jeter des céréales humides. Il n'est pas indispensable que les paysans vendent leurs produits au moment de la récolte, lorsque les prix sont au plus bas. Grâce aux TIC modernes, l'organisation de ces transactions dans lesquelles le facteur temps est décisif devient possible même dans les zones rurales éloignées. Faire en sorte que les paysans comprennent et respectent les normes de qualité et les délais de livraison permet à tous les autres maillons de la chaîne d'accroître l'efficacité de leurs transactions. On parvient ainsi à une augmentation des revenus pour toutes les parties concernées, et tout particulièrement les petits paysans. La mise à la disposition des acteurs clés, le long d'une chaîne, d'informations indépendantes et pertinentes sur les marchés au plan local peut établir la confiance nécessaire pour vaincre le handicap constitué par l'inefficacité actuelle des mécanismes de marché.
2. Le Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles (AMSDP) du Gouvernement de Tanzanie a montré que, une fois que des services de courtage et d'information sur les marchés deviennent disponibles, les revenus des petits paysans peuvent augmenter de 50 à 300%. Sur sept des districts couverts par l'AMSDP, le chiffre d'affaires total a augmenté, en une seule campagne, de 1 800 000 USD. Dans le même temps, les grossistes ont pu à la fois réduire substantiellement le coût à payer pour trouver des produits de qualité adéquate au bon moment et au bon endroit, et offrir aux paysans des prix considérablement plus élevés. Ces augmentations de revenus des producteurs et des intermédiaires peuvent être mises à contribution pour fournir les services d'information et de courtage nécessaires pour les réaliser. Tous les acteurs clés le long d'une chaîne opérationnelle seront prêts à payer des services qui leur donnent plus de chances de conclure des marchés transparents et lucratifs.
3. Il existe dans l'ensemble de la région un créneau commercial pour des petites entreprises "de confiance" qui se concentrent sur la fourniture des services de courtage et d'information dont les acteurs ont besoin, tout au long des chaînes commerciales, pour améliorer leurs transactions. Quelques entrepreneurs, peu nombreux, commencent à prendre conscience de cette possibilité. Au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, on voit apparaître des entreprises offrant ce type de services de courtage. Certaines se sont constituées à la suite d'interventions de projets comme les écoles d'agriculture de terrain et le projet First Mile, appuyés par le FIDA. D'autres se sont créées de manière indépendante.
4. Compte tenu de ce qui précède, il existe des possibilités, pour les entreprises commerciales d'un district donné:

- de remédier au manque de services d'information sur les marchés et de courtage à l'intention des paysans et des autres intermédiaires;
- de faire surmonter la méfiance qui existe entre les acteurs clés du fait des tromperies des paysans et de leur exploitation par les intermédiaires, et qui tient au manque d'informations et à l'ignorance;
- de réduire les coûts élevés qu'impliquent, pour les transformateurs et les grossistes, des transactions avec de nombreux petits paysans;
- d'introduire des critères de qualité et de superviser le contrôle de la qualité et la manutention locale (marquage, certifications, etc.); et
- de répondre à la demande d'un meilleur accès aux marchés en dehors du district et au niveau mondial.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le projet proposé est en phase avec les éléments clés du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, où l'accent est mis sur l'amélioration de l'accès aux marchés pour les paysans des zones rurales, le développement de la prestation de services privés en rapport avec l'accès aux marchés agricoles et le développement des petites entreprises en zone rurale; il envisage, à cet effet, de doter le FIDA:
 - d'une stratégie opérationnelle permettant de maintenir les services d'information sur les marchés et de courtage destinés aux petits paysans et aux intermédiaires au-delà de la date d'achèvement du programme du FIDA;
 - d'une stratégie opérationnelle pour l'application à plus grande échelle des services d'accès au marché à l'intention des petits paysans, au-delà des limites géographiques des programmes du FIDA en cours dans la région;
 - d'un ensemble de bonnes pratiques applicables à grande échelle pour la création et le fonctionnement des centres d'accès au marché (CAM); et
 - d'un dossier argumenté sur les revenus et la production agricole des petits paysans, ainsi que sur les volumes et la valeur des produits commercialisés, dossier sur la base duquel le FIDA peut fonder des décisions relatives aux futurs investissements.
6. À l'échelon local, c'est en avril 2006, à l'occasion de l'atelier organisé par l'AMSDP à Morogoro pour l'évaluation du projet First Mile, qu'a été exprimée pour la première fois, par les paysans et les prestataires de services, la demande de création d'entreprises commerciales capables de répondre au besoin de services marchands locaux. Émanant d'écoles d'agriculture de terrain, de syndicats paysans et d'associations paysannes, cette demande a été réitérée, au Kenya et en Ouganda, lors des ateliers d'évaluation de projets en rapport avec les stratégies de gestion des savoirs du FIDA. L'amélioration des filières commerciales et le développement d'activités génératrices de revenus figuraient parmi les principales conclusions des paysans à l'issue de la première réunion régionale sur l'expansion du programme d'écoles d'agriculture de terrain en Afrique orientale et australe, tenue à Kakamega, au Kenya, en novembre 2006.
7. Les CAM offriront aux producteurs et aux autres intermédiaires des services de courtage, d'organisation, de négociation et de renseignements sur les marchés. Du point de vue commercial, les CAM sont des entités viables au niveau du district, mais ils doivent éviter de participer eux-mêmes à des activités commerciales, pour pouvoir établir la relation de confiance nécessaire avec tous les acteurs et jouer le rôle d'honnête courtier. Ils ont pour principaux atouts leurs réseaux de relations fondées sur la confiance, ce qui leur permet de bâtir une large gamme de produits

et de services pour leurs clients. La viabilité commerciale apparaît comme un facteur essentiel pour que les CAM puissent assurer durablement la prestation des services mentionnés ci-dessus.

8. La mesure dans laquelle ces services peuvent être fournis sur une base commerciale n'a pas encore été vérifiée sur une échelle significative. On ne dispose pas non plus d'une expérience ou d'enseignements significatifs sur la meilleure manière de fournir ces services, sur le modèle d'activité le plus adéquat (gamme de services, établissement des prix, structure, etc.), sur la manière dont le cadre réglementaire favorise ou freine le développement de prestataires de services efficaces, ou sur la méthode de mobilisation de capitaux provenant de sources financières privées.
9. Ce projet fera fond sur des expériences antérieures menées dans la région Afrique orientale. Il déterminera comment établir et renforcer la capacité des CAM et mettre à profit les enseignements tirés. Le projet ne concerne pas uniquement le renforcement des capacités, puisqu'il consiste également en une expérience sur la méthode de lancement, sur une base commerciale, de services privés de renseignement sur les marchés et de courtage. Les paysans et les prestataires de services apprendront comment créer et exploiter des entreprises de services marchands. Le gouvernement et le FIDA apprendront comment appuyer de manière efficace l'émergence de services privés à l'échelon local.

III. Le projet proposé

10. Ce projet d'une durée de deux ans a pour but de mettre à l'essai une approche à suivre pour améliorer l'accès des petits producteurs à des marchés et pouvoir ainsi accroître leurs revenus et obtenir une plus grande part du prix payé par les consommateurs. Il devra, pour cela, créer et renforcer la capacité des CAM locaux qui fournissent, sur une base commerciale, des services d'information sur les marchés et des services de courtage aux petits paysans et aux intermédiaires. Par le biais de l'appui au développement des entreprises, du mentorat et de l'apprentissage, on déterminera dans quelle mesure ces services peuvent être fournis sur une base commerciale, afin d'élaborer les meilleures pratiques permettant au FIDA de promouvoir et d'appuyer une prestation efficace de ces services à l'échelle régionale.
11. L'objectif poursuivi est de mieux comprendre dans quelle mesure des services de renseignement sur les marchés locaux et de courtage peuvent être fournis sur une base commerciale aux producteurs et d'élaborer les meilleures pratiques grâce auxquelles le FIDA pourra promouvoir et appuyer la prestation de ces services.
12. Le projet comportera quatre grandes composantes:
 - i) création et renforcement de la capacité des CAM;
 - ii) recensement, synthèse et diffusion d'idées sur les politiques à suivre pour appuyer des services marchands privatisés;
 - iii) détermination des modèles d'entreprise correspondant aux meilleures pratiques et de la performance commerciale potentielle des CAM; et
 - iv) évaluation quantitative et qualitative de l'impact sur les paysans de l'activité des entreprises de services marchands.

IV. Résultats et avantages escomptés

13. Les résultats suivants devront être atteints pour la réalisation des objectifs du projet:
 - des CAM ont été créés et fonctionnent au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, et ils fournissent, sur une base commerciale, des services

d'information sur les marchés et des services de courtage; à partir de là, on tire des enseignements et une définition des meilleures pratiques;

- les idées sur les opérations et sur les politiques qui sont nécessaires pour appuyer l'émergence de la prestation de services privatisés d'information sur les marchés et de courtage aux petits paysans ont été recensées, synthétisées et communiquées aux décideurs;
 - les modèles d'entreprise correspondant aux meilleures pratiques et la performance commerciale potentielle des CAM ont été déterminés et utilisés pour l'élaboration de plans d'entreprise modèles convenant aux investisseurs et aux institutions financières; et
 - des évaluations qualitatives ont été réalisées à propos de l'impact des CAM sur le volume et la valeur des produits commercialisés par les paysans.
14. Ce projet vise à mettre à l'essai une approche qui donne aux paysans un meilleur accès aux marchés, et à développer l'apprentissage et les meilleures pratiques applicables par le FIDA dans d'autres programmes. La transmission des enseignements tirés à d'autres programmes du FIDA sera importante, et pas simplement à la fin de ce projet, mais sur une base permanente. Traidcraft Exchange adoptera la méthodologie "Relier les apprenants locaux" et utilisera la plateforme de gestion des savoirs www.linkinglearners.net pour garantir une étroite collaboration entre ce projet et deux autres projets appuyés par le FIDA, le projet First Mile et le projet de réseau de savoirs intéressant le monde rural (RSR). La méthode "Relier les apprenants locaux" associe l'apprentissage par l'action sur le terrain et l'échange en ligne d'idées et d'expériences entre pairs. L'apprentissage direct par l'action réunit tous les acteurs clés – paysans, prestataires de services et intermédiaires – dans le cadre d'un processus structuré d'apprentissage par l'action.

V. Modalités d'exécution

15. Le projet sera géré par Traidcraft Exchange et fera appel à des partenaires et à des consultants externes possédant les compétences et l'expérience adéquates pour son exécution. Une étroite collaboration sera maintenue avec les équipes de direction des projets RSR et First Mile pour garantir une intégration efficace. Lorsqu'il y aura lieu, on procédera à une planification conjointe pour faire en sorte que les programmes de travail soient coordonnés. Les responsables des projets et programmes financés par le FIDA au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie auront la possibilité de proposer des candidats aux activités de renforcement des capacités d'entrepreneurs locaux; il sera également possible à toute entreprise du type CAM qu'ils appuient d'intégrer le réseau d'apprentissage mis en place.

VI. Coûts et financement indicatifs du projet

16. Le coût total du projet proposé, d'une durée de deux ans, s'élève à 1 000 000 USD. La planification et l'exécution conjointes d'activités avec les projets RSR et First Mile créeront une synergie forte offrant de larges possibilités d'économies par le recours à des mécanismes existants de gestion des savoirs et d'apprentissage.

Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en milliers de USD)

<i>Poste</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
1	Gestion des savoirs et apprentissage	568
2	Ateliers et formation	261
3	Gestion du projet	27
4	Frais de voyage et opérations	110
5	Frais généraux	34
	Total	1 000

Results-based logical framework

NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	RISK/ASSUMPTIONS
GOAL			
To test an approach for enhancing small producers' access to markets that enables them to increase their earnings and capture a greater share of consumer prices	<ul style="list-style-type: none"> • Learning gained from project activities • Volumes of produce marketed by small farmers and prices received 	<ul style="list-style-type: none"> • Qualitative assessments of the project the impact on farmers 	<ul style="list-style-type: none"> • Local government supports private delivery of market services
OBJECTIVE			
To deepen the understanding of the extent to which local market intelligence and brokering services can be provided commercially to small producers and develop best practices on how IFAD can promote and support the effective supply of these services	<ul style="list-style-type: none"> • Performance of MACs and the extent to which they are operating commercially • Considered and tested business models evolve from the shared experiences and learning of market access companies 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD/ LLL websites • Reports from trade fair workshops and on-site assessments of MACs 	<ul style="list-style-type: none"> • Best practice ideas and approaches emerge • Best practices are transferable to different contexts
OUTPUTS			
MACs established and operating, providing market information and brokering services on a commercial basis, from which learning and best practices are drawn	<ul style="list-style-type: none"> • Number of MACs operating • Services offered by MACs/uptake of services from clients 	<ul style="list-style-type: none"> • LLL website • Reports from trade fair workshops 	<ul style="list-style-type: none"> • Local entrepreneurs willing to share information over the internet
Operational and policy ideas needed to support the emergence of privatized delivery of market information and brokering services to small farmers are identified, synthesized and made available to policy-makers	<ul style="list-style-type: none"> • Number of briefs shared over the internet and by e-mail with governments and donors • Presentation of policy insights at IFAD in-house learning events 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD and LLL websites 	<ul style="list-style-type: none"> • Governments remain committed to policy for privatizing services
Best practice business models and the potential business performance of market access companies are determined and used in the development of model business plans	<ul style="list-style-type: none"> • Best practice business models developed • Number of business models shared with finance institutions 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual and project completion reports 	
Qualitative assessments completed on the impact of MACs on the volume/value of produce marketed by farmers	<ul style="list-style-type: none"> • Number of impact stories shared over the internet, newspapers and radio 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD/ LLL websites • Local radio 	
COMPONENTS			
Establishing and building capacity of MACs	<ul style="list-style-type: none"> • Number of entrepreneurs selected and willing to engage in capacity-building programme • Delivery of learning workshops and attendance by MACs • Number of entrepreneurs trained and engaged in peer-to-peer online learning • Number of trade fair workshops reported and learning agendas shared widely over the internet and local media 	<ul style="list-style-type: none"> • Project reports • IFAD and LLL websites • Local radio 	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient applications from local entrepreneurs received • Entrepreneurs have adequate access to the internet and are willing and able to share experiences
Identifying, synthesizing and disseminating policy ideas for supporting privatized market services	<ul style="list-style-type: none"> • Number of briefs and annual policy papers reported and widely shared over the internet 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD and LLL websites 	
Determining best practice business models and the potential business performance of MACs	<ul style="list-style-type: none"> • Number of business plans for local market service enterprises reported 	<ul style="list-style-type: none"> • Project reports • IFAD/ LLL websites 	<ul style="list-style-type: none"> • MACs are commercially viable
Quantitative and qualitative assessments of the impact on farmers of market service enterprises	<ul style="list-style-type: none"> • Number of impact stories reported and shared widely over the internet and in local media 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD and LLL websites • Project reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Local media interested in experiences of local market enterprises

